

A PROPOS DU RAPPROCHEMENT PARIS-MADRID

par Jean Cassou

UN décret vient d'interdire la presse républicaine espagnole. Un nouveau coup frappe ainsi ces stoïques émigrés qui, depuis plus de vingt ans que dure leur patiente peine d'exil, ne l'ont interrompue que pour partager les souffrances du peuple français sous l'occupation nazie, subir la prison et la déportation, se faire tuer dans nos maquis et dans les rangs de l'armée Leclerc. Le reste, ils l'ont employé à vieillir et mourir d'attente. L'autre jour ils enterraient leur président de la République, et je ne sais pas cérémonie plus bouleversante que celle-là, sous l'humble simplicité de laquelle s'exprimait la fière, donquichottesque ténacité d'une République fantôme et pourtant réelle, et d'une réalité capable de résister aux plus cruelles injures. Et c'en est une bien grave que nous venons d'infliger à ces proscrits en les condamnant au silence, en restreignant encore un peu plus notre hospitalité, en bornant celle-ci désormais à un peu de terre pour enterrer leurs morts.

Mais de hautes vues « politiques » exigent cette mesure, si décevante pour nos amis, si pénible pour nous : elle est un marchandage. Il s'agit en contrepartie d'obtenir du gouvernement de Madrid qu'il maintienne à l'ombre le quartier d'activistes actuellement abrités par un régime dont ils professent la doctrine. A cette fin tous les moyens sont bons. Jamais aucun de nos gouvernements — sauf bien sûr celui de Pétain — n'avait adressé au général Franco d'aussi aimables compliments que ceux que notre chef de l'Etat lui a fait récemment transmettre par son ministre des Affaires étrangères, M. Castiella. Celui-ci, ne l'oublions pas, avait, le 18 juin 1940, jour de l'appel du général de Gaulle, lancé de son côté un appel aux nations de l'Amérique latine leur conseillant de profiter de la défaite de France et de la prochaine défaite de l'Angleterre pour s'emparer de tout ce qui, sur le continent américain, restait en fait des colonies françaises, anglaises et hollandaises. L'année suivante ce ministre avait repris sa campagne sur les « revendications espagnoles » concernant nos possessions africaines, revendications d'autant plus insolentes que l'Allemagne puissante et juvénile » avait assuré, sur les démocraties décadentes, le triomphe d'une idéologie « moderne », dont il est de fait que l'Espagne franquiste demeure aujourd'hui l'héritière.

Estimer au même prix, au même tarif, au même cours les Espagnols républicains réfugiés sur le sol de la République française qui, dans la guerre, dans la souffrance, dans l'exil, ont partagé le destin de la France, et les Lagailarde et consorts, qui partagent celui de l'Espagne franquiste, dernier héritier de l'idéal nazi, procédé d'une conception fiduciaire apparemment « réaliste ». Un autre réalisme pourrait être mis en avant, moins sordide, mais peut-être plus sûr dans la durée historique parce que fondé sur ces valeurs morales que connaît bien et qu'illustre de façon exemplaire, contre vents et marées, la foi indestructible des malheureux exilés espagnols. Ce réalisme-là, qui n'est pas du ressort des machiavélismes à la petite semaine, tiendrait compte, comme de la seule chose valable, de l'amitié qui unit, dans leur authenticité profonde, le peuple espagnol et le peuple français, et saurait prévoir de nouveaux développements, naturels et nécessaires, de leur double destinée. Car les peuples demeurent quand les tyrannies passent.

Le peuple espagnol, sur son territoire comme dans son exil, continue à lutter pour sa libération, et sans doute les grands événements qui agitent le monde et l'angoissent nous empêchent-ils de donner à cette lutte toute l'importance qu'elle mérite. Quelques prisonniers de plus ou de moins dans l'ensemble des prisons de la planète, c'est peu. Et c'est peu que quelques manifestations auxquelles nos journaux ne font allusion qu'en quelques lignes furtives. Elles témoignent pourtant d'un esprit de suite d'autant plus héroïque qu'il est obscur. Pourtant les murs des monuments, dans les capitales d'Espagne, portent les trois lettres : M.P.R., témoignage de l'activité d'un Mouvement populaire de résistance qui, par-delà les partis, réunit des hommes venus des plus divers partis, et s'acharne à une seule action, celle de la libération.

Nous avons connu, durant quatre ans, cette volonté uniquement portée à l'immédiat et à l'essentiel et remettant à plus tard le retour aux libres débats démocratiques. Basques et Catalans, chrétiens et socialistes, étudiants et ouvriers, trouvent dans les plus simples principes de leur conscience et dans les conditions de leur existence présente les raisons premières de leur engagement. Cet engagement suffit à prouver une réalité. Des marchandages et des calculs comme ceux qui ont abouti aux mesures prises contre la presse de l'émigration républicaine espagnole sont peut-être habiles, mais d'une habileté superficielle et qui va à l'encontre de la réalité. En outre, ces mesures vont à l'encontre des lois de l'hospitalité et de la reconnaissance, elle blessent des cœurs fidèles, elles altèrent l'image que des frères de combat veulent obstinément se faire, avec nous, d'une certaine France républicaine qui, elle non plus, ne se résigne pas à disparaître.

(De « LE MONDE », Paris 12 janvier 1962).

« En beaucoup de cas, ce n'est pas la faim qui chasse les indigents de leur patrie. Ils doivent souvent émigrer pour fuir les persécutions politiques, religieuses et nationales. Le délégué des socialistes roumains attira l'attention du Congrès sur le fait que, dans sa patrie, les juifs, privés de tous droits, étaient souvent bannis du pays par le gouvernement lui-même. Si les autres gouvernements faisaient de même, ou ces malheureux pourraient-ils trouver un refuge ? »

(B. GORNBERG, « Zur Emigrationstage », 1907, Congrès Socialiste International de Stuttgart.)

Littérature cosmique

La novela y el Derecho

EN la « Introducción al Derecho Internacional Cósmico », escrita por el joven jurista español Modesto Seara Vázquez, incorporado como profesor a la Universidad Nacional Autónoma de México, libro al cual me he referido en un trabajo anterior, aquellos capítulos que atraen más la atención de lectores legos, entre los cuales figuro, son los titulados « Posibilidad de un grupo de hombres de la Tierra para establecerse como nación independiente sobre un cuerpo celeste », « Relaciones con los posibles habitantes de cuerpos celestes, en el caso de que sean hombres », y « En el caso de que sean seres inteligentes diferentes de los hombres ».

En el primero de los capítulos mencionados — que no es el primero entre los tres, pues alero su orden para yo ordenar mejor mis comentarios —, Seara dice al examinar la cuestión desde el punto de vista político y jurídico: « Lo más probable será que los hombres sean enviados a un cuerpo celeste en nombre de la Comunidad de Naciones, se llame o no se llame ONU, Comité del Espacio Cósmico, o cualquier otro organismo. Esos hombres tendrán una función determinada, un mandato que deberán ejecutar en todo, y no podrán hacer nada más que aquello para lo cual estén autorizados. Ahora bien, si se habla de establecimiento permanente, se produciría una diferenciación respecto a la Tierra; deberían tener cierta autonomía en la gestión de sus asuntos particulares, no siendo difícil que esta autonomía limitada pudiera transformarse en independencia, y para llegar a ella la única condición no sería jurídica; que los habitantes del cuerpo celeste fuesen bastante fuertes para imponer su independencia ». Caso de un establecimiento definitivo, el autor prefiere como mejor solución cierta autonomía, pero con dependencia respecto de la entidad terrestre soberana, aunque también cabe la constitución del cuerpo celeste en país o grupo de países independientes.

Por cuanto se refiere a las relaciones con posibles habitantes de otros mundos si se tratara de hombres, Modesto Seara recuerda la bula « Inter coetera », por la cual el Papa Alejandro VI dividió el dominio del mundo en-

tre españoles y portugueses a raíz del descubrimiento de América, continente cuyo monopolio les otorgaba, bula que, desde el punto de vista del Derecho internacional moderno, no era válida en ninguno de sus aspectos.

Por Indalecio PRIETO

Esta aserción encuentra apoyo en el juicio de Francisco de Vitoria, quien sostuvo que si las tierras aquí descubiertas estaban ya bajo el poder efectivo de alguien, no podían ser ocupadas.

« Ahora — dice mi ilustre correligionario diferenciando las circunstancias — se presenta el problema de determinar la conducta a seguir una vez que los cuerpos celestes sean alcanzados, y en el caso de que en ellos se encuentren hombres: 1. Si éstos se hallan políticamente organizados y poseen cierta cultura, su derecho a la independencia debería sin duda ser reconocido. El

problema práctico sería el de determinar, si no fuesen lo suficientemente fuertes para imponer sus decisiones, cuál grado de desarrollo se requiere para considerarles capaces de gobernarse por sí mismos. — 2. Si esos hombres no están debidamente organizados, los llegados de la Tierra tendrán derecho de colonizar, aunque, desde luego, tal colonización no podrá realizarse según los modelos clásicos. Habrá que pensar en una forma superior de colonización, que podría ser una especie de tutela bajo la vigilancia de la ONU... En resumen, si se encuentran hombres en un cuerpo celeste, el problema de sus relaciones con los hombres de la Tierra sería reglamentado por los principios del Derecho internacional clásico, teniendo en cuenta la evolución que éste ha sufrido y su estado actual, así como las nuevas modificaciones que se deberían aportar para adaptarlo a las circunstancias. »

(Pasa a la segunda pág.)

El mentir de los discursos

La falsa prosperidad

EN su discurso de fin de año el Caudillo se ha jactado de « mostrar a la faz del mundo el alegato irrefutable de un amplio período de estabilidad política, el progreso social y económico ». Y sin temor, naturalmente, a una prohibida contradicción, ha dicho: « Si contemplamos el panorama económico español, en el último año no ha podido ser más satisfactorio. La recuperación ha sido un hecho. »

La satisfacción del Caudillo está representada por su subyacente afirmación de que « la cotización de la peseta en las principales Bolsas extranjeras permaneció estable ». Ese ha sido precisamente el objeto de una política monetaria que no es en verdad una política económica. La estabilidad de la peseta, conseguida provisionalmente aun a costa de la propia economía, asegura, en efecto, los negocios de los sustentadores del régimen, engrandece los Bancos y aumenta los dividendos de los accionistas. Pero ¿ y los salarios de los trabajadores? Esos permanecen invariables y hasta prácticamente disminuidos por el creciente costo de la vida.

Al mismo tiempo que el jactancioso y superchero discurso del Caudillo, se ha hecho público un aumento de la renta nacional. Aparte de que en todos los países hay aumento de la renta y que el aumento declarado « oficialmente » en España es pequeño sobre una renta de por sí muy baja, esa declaración de beneficio parece dar a entender la idea de una distribución más o menos equitativa. Así sería en otros países; pero no en España en donde los trabajadores, regimentados en esos sindicatos estatales que el Caudillo ofrece al mundo como modelo, no pueden reclamar justicia sin caer terriblemente bajo la acusación de « comunismo ». Por eso los trabajadores españoles no alcanzan a ser favorecidos por esa supuesta prosperidad.

La incrementación de la renta nacional de España durante el año 1961 ha sido, según los informes oficiales, de veintiocho mil quinientos cuarenta millones de pesetas. Dicen los mismos informes que de esas pesetas corresponden a cada español ochocientas diecinueve. Claro es que eso sería en el supuesto de una distribución igualitaria. Pero como en ese caso la exigüidad de las participaciones apenas le luciría a nadie, el régimen del Caudillo prefiere que el supuesto o real aumento de riqueza luzca de un modo efectivo a la clase de los favorecidos. Y no sólo les incrementa los negocios en medio de un pueblo empobrecido, sino que continuamente aumenta el número de los privilegiados.

Crece parasitariamente una alta burocracia no funcional, sino recompensadora de adhesiones y servilismos; se multiplican los gastos policíacos y militares; se aumenta el número de generales para empleos en los que no es necesaria tal categoría; se prodiga la concesión de cruces pensionadas... En todo caso y en mucho más se gasta el aumento de riqueza obtenido por los trabajadores, mientras que éstos, si es que conservan lumbre en sus hogares, la ven extinguirse tristemente.

Y aún ha dicho el Caudillo en su discurso que en España se ha reducido el desempleo. Con vergüenza, y no con jactancia, debería decirlo. Sí; es verdad que reducen el número de parados en España los que marchan fuera de ella para emplearse en otros países que saben acoger y utilizar su capacidad creadora. Véase a esos españoles atravesar la frontera hacia Francia y otros países de Europa; véase los embarcar hasta para Australia. Esos desdichados españoles, que acaso no puedan ya volver a su patria, son los que dan ocasión al Caudillo para decir enfáticamente que ha reducido el desempleo; ellos son los que, ganadas penosamente, envían a sus familiares unas divisas, cuyo tráfico aprovechará a los negociantes del régimen.

La represión no descansa

Diez obreros de la empresa « Vespa » fueron juzgados y condenados por el supuesto delito de intentar constituir células comunistas. Aunque lo que se intente en España secretamente sea constituir un club filatélico, la policía califica toda actividad ilegal de comunista.

Dos de los juzgados, mujeres, fueron condenados a 14 y 12 años de reclusión. Los ocho restantes fueron condenados a penas que van de 4 a 16 años.

En España no hay presos políticos ni comunistas, pero la policía y la justicia franquista los producen hasta el extremo de que son muchos los que piensan que el régimen tiene un servicio especial para crear células comunistas, que, luego, la policía descubre con una facilidad tan extraordinaria como sospechosa.

(Viene de la primera pág.)

¿Y si los moradores fueran seres inteligentes distintos de los hombres? Esto plantearía problemas cuya solución es difícil concebir declara Seara. «En principio —añade—, no hay ninguna dificultad para admitir que es posible entenderse con ellos, entablando toda clase de relaciones. La dificultad nace cuando se trata de establecer los principios sobre los cuales han de basarse estas relaciones. Sería necesario comprenderse por medio de una lengua cualquiera, y después, como condición previa para todo acuerdo, que tuvieran una psicología parecida a la de los hombres... Si esos seres inteligentes estuvieran en posesión de una cultura más o menos avanzada y de una organización política más o menos perfecta, tendrían un absoluto derecho a ser reconocidos como pueblos independientes y soberanos, y sería necesario llegar a un acuerdo con ellos para convenir la reglamentación jurídica sobre la cual deberían basarse las futuras relaciones, siendo necesario aceptar muchos de sus principios. En fin, si ellos rechazaran toda cooperación política y se convirtieran en un peligro inminente para la Tierra, tendríamos el derecho, en legítima defensa, de dominarlos, pero solamente en la medida necesaria para anular

La novela y el Derecho

dicho peligro, y sin llegar a exterminarlos.»

La vanguardia de los exploradores del cosmos

El primer examen que hice de «Introducción al Derecho Internacional Cósmico» terminaba así: «Los terrícolas correríamos el albur de que en las exploraciones siderales encontraríamos algún mundo habitado por seres intelectualmente superiores a nosotros y que, considerándonos muy brutos —estamos dando pruebas de serlo—, nos impongan su propia reglamentación.»

Seara Vázquez deja hecha la salvagedad de que nuestros futuros vecinos «no sean lo suficientemente fuertes para imponernos sus decisiones», salvagedad de la cual se deduce que en semejante trance habríamos de someternos a ellos. Eso es, precisamente, lo que yo quise decir en los renglones transcritos, insinuando, además, que acaso no nos fuera posible abandonar la empresa una vez metidos en el berenjenal —y perdonen las estrellas si las considero simples berenjenas—, y aún sin meterlos dentro de él.

Hace seis años murió en México, donde estuvo expatriado por dignidad, el eximio civilista español Felipe Sánchez Román, a quien me unía entrañable amistad. En uno de nuestros frecuentes coloquios a solas durante su larga y penosísima enfermedad, me preguntó de sopetón: «¿Qué opina usted de los platillos volantes?» «No abrigo duda —le contesté— de que proceden de otro planeta y cumplen una misión determinada.» «Ese es también mi criterio», comentó aquel hombre excepcional, cuya portentosa facilidad para la síntesis le permitía formular en pocas palabras sabios dictámenes sobre intrincados problemas jurídicos, como lo demostró con creces en su cátedra de la Universidad de Madrid y ante los tribunales de España. Acaso no pasaran de un centenar las palabras del informe con que ganó, en última instancia, a favor de la sobrina del marqués de Valdecilla el pleito en que se ventilaba la enorme herencia de este prócer santanderino.

Cuando nosotros dos hablamos acerca de los platillos voladores, aún no estaba borrado totalmente el escepticismo de cuantos creían en fenómenos de óptica padecidos por quienes aseguraban haberlos visto volando o posados en tierra, escepticismo al que sustituyó la sospecha de un misterioso sistema de espionaje que unos atribuían a la URSS y otros a Norteamérica, según el grado de simpatía que tuviesen por los Soviets o los Estados Unidos, simpatía que lleva consigo la consiguiente credulidad sobre una mayor capacidad científica por parte del país preferido, que hasta ahí llegan muchos necios incapaces de limitar razonablemente su predilección política. Hoy ha desaparecido por completo aquel primitivo escepticismo y están disipadas las recíprocas sospechas acerca de espionajes de terrícolas.

Según se deduce de serias investigaciones, se trata de una vigilancia ultraterrestre, montada a raíz del descubrimiento y empleo bélico que hemos hecho de la energía atómica. De ahí que yo me atreviera a suponer la existencia de seres intelectualmente superiores a nosotros, interesados en averiguar lo brutos que somos, y lo somos mucho, puesto que, al cabo de dieciséis años, contados desde Hiroshima, no hemos acordado aún desistir del uso de esa fuerza para destruirnos. Y es posible que los seres siderales dedicados a vigilarnos temen que nuestra brutalidad llegue a destruirlos a ellos, en cuyo caso preferirán destruirnos a nosotros si tienen medios adecuados. En ese caso, ¿de qué nos servirá el Derecho cósmico?

Este asunto de los platillos voladores ha saltado de nuevo en Francia a la plaza pública desde los centros científicos, donde nunca estuvo en olvido. ¿Motivo de tal renacimiento popular? La aparición de un platillo el 4 de agosto último en la aldea de Diques-Moringhel, cerca de Saint-Omer, departamento de Pas de Calais. El labrador Daniel Hiot, de veintiséis años, iba guiando su camioneta cuando fue sorprendido por uno de esos objetos. «Me vi cegado —manifestó a los gendarmes— por una luz purpura durante un kilómetro de recorrido. Al llegar a un recodo del camino, el ingenio estaba allí, formando un círculo rojo de cuatro metros de diámetro que me cerraba el paso. Frené, me desvíé oblicuamente hacia la izquierda y apreté el acelerador, pero el platillo me siguió. Volaba silenciosamente, a tres metros del suelo, sin despedir humo ni chispas.» «Encima del platillo había una forma humana», agregó la esposa del agricultor.

Al amparo de una renovada actualidad, Jean Nocher ha publicado en la revista francesa «Le Monde et la Vie» una información muy bien documentada, que titula «La invasión está próxima». Los platillos volantes, vanguardia de los exploradores del cosmos en la Tierra. «Si bien los objetos celestes, como se dice en Francia, han sido observados desde hace si-

glos —comienza informando Nocher—, es preciso datar sus manifestaciones epidémicas desde el 24 de junio de 1947, día que el piloto Kenneth Arnold, volando a bordo de su avión personal, percibió encima del monte Reinier, en el Estado de Washington, nueve discos centelleantes que, en formación fija, evolucionaban a 2.000 kilómetros por hora. Les pudo ver durante tres minutos, y algunas horas después, a 200 kilómetros de allí, Fred Johnson siguió con el telescopio la marcha de seis discos semejantes sobre los montes de Cascades (Oregon). Dos semanas más tarde Al Hixemburg, reportero del «Louisville Times», pudo fotografiar el rastro dejado en el cielo por un objeto luminoso que muchos testigos vieron en varios puntos correlativos de Kentucky.»

Una estadística impresionante

A partir de entonces, de América al Japón, pasando por las Filipinas y Australia, así como en Europa y África, millares de aparatos similares fueron señalados en el suelo o en vuelo, desde aviones o con el radar, por testigos muy diversos que ofrecen buenas garantías técnicas. Recientemente hubo en el aeropuerto de Orly (París) el extraordinario «carroussel» a que se dedicó uno de esos ingenios, observado desde la torre de control, que acompañó a un avión de línea de Londres, con gran espanto de tripulantes y pasajeros. El astrónomo Tom-baugh descubridor del planeta Plutón, pudo observar, con todas las garantías científicas, un aparato que calificó en estos términos: «la cosa más extraña y más inexplicable que haya podido ver durante los millares de horas que he pasado mirando al cielo». Rusia y China, que al principio consideraron todo eso simples fenómenos de alucinación, cambiaron de parecer, cual lo evidenció el profesor Agrest, de Moscú, al dar cuenta de trazas radiactivas dejadas en tierra por «seres venidos del cosmos». Y hasta ahora no ha sido posible apoderarse de ninguno de dichos aparatos. Quien lo intente, sucumbirá. El 7 de enero de 1948, a las 13'45 horas, un vigía del aeródromo de Godman, no lejos del fuerte Knox, donde estaba depositado el oro de los Estados Unidos, señaló un «ingenio redondo de setenta metros de diámetro». El coronel Hix, jefe de la base, dispuso que tres aviones de caza F-51 fueran a interceptar el «objeto». El capitán Mantell, as de guerra en servicios excepcionales, emprendió la persecución en flecha. Durante veinticinco minutos los tres aviones persiguen a la «cosa» que mantiene su distancia en altura. Mantell comunica radiofónicamente que el objeto «parece ser de metal y de tamaño enorme». A 5.000 metros anuncia que si no llega a atraparlo, a los 6.000 metros abandonará su empeño. Es su último mensaje. A las 15'30 horas se encuentran en un radio de varios kilómetros los restos del aeroplano, que se había desintegrado en pleno cielo. Después, en varios lugares, ocurren dramas idénticos.

El análisis crítico realizado por Comisiones investigadoras, casi siempre inclinadas a dudar, constituye la mejor respuesta a los escépticos. En efecto, sobre millares de informes estudiados, las interpretaciones «naturales» han sido perfectamente discriminadas, pudiendo atribuirse el 15'4 por 100 a globos-sonda, el 15'3 a aeronaves, el 17'8 a fenómenos atmosféricos, el 6'3 a pájaros o luces, el 5'8 a perturbaciones del radar y el 1'5 a misificaciones. Queda el 37'9 por 100 de testimonios que no han podido ser justificados, de los cuales el 14'3 —es decir, 450 casos entre cerca de 3.000— ha sido absolutamente «imposible explicar en el estado actual de nuestros conocimientos».

La única explicación posible :- :- :-

EL Pentágono cesa entonces de emitir notas tranquilizadoras o escépticas para aceptar

implícitamente la seriedad del hecho. El presidente Truman, el ex secretario de Defensa Johnson y el presidente de la Comisión de Energía Atómica se contentan limitando el problema a la siguiente aseveración: «Esos fenómenos aéreos inexplicables no son un arma secreta de los Estados Unidos». Y como tampoco son arma secreta de Rusia, que estuvo mucho tiempo tomándolos a broma, convendremos que son instrumentos de que se vale gente de otro mundo, mejor preparada que la del nuestro, puesto que puede vigilarnos mientras nosotros no podemos vigilar el suyo que ni siquiera sabemos dónde está. La impresionante estadística copiada debería bastar para que los gobernantes de los países del planeta Tierra recobrasen el sentido común que parecen haber perdido en sus vocingleras querellas actuales.

Sólo hay una interpretación posible de los UFO, «objetos volantes no identificados», como se les denomina en Norteamérica, y es la allí dada con indiscutible autoridad por el mayor Keyhoe: «Son navíos interplanetarios del espacio, ingenios de reconocimiento procedentes de otro mundo y vanguardia de un próximo desembarco prodigioso.»

«Se puede además admitir —agrega por su cuenta Jean Nocher— que esos vuelos de observación han sido fuertemente motivados por los graves peligros que representan, al menos para los otros habitantes de nuestro sistema solar, las experiencias de fisión nuclear que se multiplicaron precisamente a partir de 1947. Dos comprobaciones conturbadoras hicieron los investigadores de las Comisiones: de una parte, fue encima de centros productores de energía atómica y terrenos de ensayo para ingenios secretos norteamericanos (White Sands por ejemplo) donde la densidad del tráfico de platillos volantes resulta siempre mayor, y de otra parte, se observa un recrudescimiento de la actividad de éstos cada dos años, en el momento que Marte se aproxima máximamente a la Tierra, circunstancia ante la cual el mayor Keyhoe formuló la hipótesis de que los marcianos están a punto de emigrar de su planeta desecado y observan el nuestro para un desembarco inminente...»

La editorial Aryana —18, rue des Quatre Vents, París-6— ha editado un folleto en que se abordan estos mismos problemas, desde un emplazamiento espiritualista, o teosófico, ofreciendo soluciones más tranquilizadoras: «Los viajeros interplanetarios de los platillos no vienen en plan de curiosos ni de conquistadores. Si quisieran —asegura el místico autor—, podrían fácilmente hacer estallar nuestro planeta, pulverizarlo a través del cielo, destruirlo como si se desembranzaran de un perro rabioso, pero, respetando las Leyes de Dios, las Leyes Universales, vienen alarmados por la repercusión de las explosiones de bombas atómicas y por la intensidad de las descargas eléctricas provenientes de pilas atómicas y nucleares.»

Sería meterme no en camisa de once varas sino de once mil metros ponerme a analizar esta tesis, pero, encima, la casa editora advierte que «todos los derechos de traducción, adaptación y reproducción le están reservados en todos los países», y no quiero pleitear como plagiarlo. En consecuencia, para guía de aquellos a quienes apasione dicha tesis, me limito a indicar la dirección postal del editor.

Además, creo haberme excedido con mis buceos en la literatura cósmica que tiene ya dos sectores: el de la novela en que fué maestro Julio Verne y el del Derecho en que tan brillantemente se ha presentado mi querido amigo don Modesto Seara Vázquez. **Indalecio PRIETO**

ATENE0 ESPAÑOL DE TOULOUSE

El domingo 21 de enero, a las diez de la mañana, en la Sala de la Mutualité, 3, rue de Metz, el profesor

JOSE MARIA GINER PANTOJA dará una conferencia con el tema

Un vistazo a la historia de nuestro siglo XIX.

En Perpiñan

Ha muerto Braulio Martínez

Poco antes de las cinco de la tarde del día 16 de diciembre, se presentó en mi casa la esposa del compañero Ramol llamándome urgentemente de parte del compañero Tornero y diciéndome: «¡Ha muerto Braulio!» Sólo viéndola llorar con desesperación pude aceptar como cierta aquella realidad trágica.

La muerte se había producido en plena vía pública, en la plaza de Verdún, delante del «Cercle-Mes de Garnison» —centro de la ciudad de Perpiñan—. Conducía Braulio su coche con material de carpintería que iba a entregar a un cliente (pues era excelente ebanista), cuando de repente paró el coche diciendo que se encontraba mal. Cuando intentó salir del mismo, una embolia le produjo la muerte instantánea. Llamado de urgencia el doctor Fábregas, sólo pudo constatar la muerte.

No es posible describir el trágico dolor de su esposa, Amparo Fernández, de su hija María Luisa y de su yerno Luis Tornero, secretario del Comité Departamental del Partido, al recibir en su casa, en la ambulancia de la policía, al ser tan querido que unas horas antes habían despedido afectuosamente cuando iba a ganarse el pan para él y los suyos. No me sonroja el decir que cuando me presenté en su casa, mi dolor y mis lágrimas se confundieron con las de sus familiares. Eran tan cordiales y continuas nuestras relaciones —nada me ocultaba, como tampoco yo a él— que no solamente he perdido un excelente compañero, sino un familiar. Igual le ocurría a todos los compañeros y amigos que por su casa desfilaban, pues por su bondad y su trato se había ganado la simpatía de todos los que le rodeábamos.

Nacido en febrero de 1905, en Santa María (cerca de Oviedo), el compañero Braulio Martínez ingresó muy joven en las J.J.S.S. y en el Partido, donde en todo momento cumplió con su deber sin dejar de atender con esmero a los suyos, a los que quería con delirio. Cuando los ejércitos nazi-italo-franquistas ocuparon Asturias en 1937, pudo, por Francia, pasar a la zona republicana de Cataluña. Su esposa fué a parar a la cárcel, dejando a su hija de corta edad al cuidado de sus familiares. Con el grado de capitán se incorporó Braulio al Ejército del Este en un batallón de Ingenieros. Al pasar a Francia, cuando la retirada, corrió la suerte de centenares de miles: Campos de concentración, compañías de trabajo, etc., etc. A fuerza de sacrificios logró traerse a su esposa e hija y aquí reorganizó su hogar con felicidad y alegría.

El entierro civil fué el día 18 a las cuatro de la tarde, constituyendo una imponente manifestación de duelo, a la que acudieron la totalidad de los compañeros del Departamento y la totalidad de los pertenecientes a las Secciones del Partido y de

la Unión, de Perpiñan, así como gran número de amigos. Desde su casa hasta la plaza Casagnes (unos 400 metros) el cadáver fué conducido por cuatro compañeros, por voluntaria iniciativa. Abrió el paso la bandera del Partido. Le seguían un ramo de claveles rojos de los Comités Departamentales, de los que era tesoro del Partido, y presidente de la Unión. Uno de las J.J.S.S. de Perpiñan, otro de la C.N.T. y varios otros ofrecidos por amigos. Cerraba el desfile de éstos ante el cadáver, una de sus familiares. Las Juventudes Socialistas de Perpiñan, en excelente formación, llevaban la bandera y los ramos de flores y constituían la guardia de honor del cadáver. El duelo estaba presidido por la familia, seguido de la representación de las C.C.E.E., con el compañero Pascual Tomás, juntamente con la del Comité Departamental del Partido, Comité Departamental de la U.G.T. y una representación de los compañeros de la C.N.T., que con nosotros forman el Comité de Alianza Sindical. En la citada plaza se formó el desfile, en autocares y varios coches hasta el cementerio del Oeste. El compañero Pascual Tomás, en unas palabras cortadas por la emoción, hizo el elogio del excelente compañero y agradeció al numeroso público el honor que habían sabido hacerle con su acompañamiento hasta su última morada.

Conoció al compañero Braulio hace varios años. Cuando la ocupación alemana, como representante del Partido en la clandestinidad, en este departamento, me entrevisté con él varias veces. Cuando hicimos la suscripción de ayuda moral y material al compañero Largo Caballero, que en aquellos momentos se estaba pudriendo en los campos de la muerte alemanes, recurrí a este amigo solicitándole su aportación, a la que correspondió con gran generosidad, como siempre. Fué liberado este departamento en los días 19 y 20 de agosto de 1944, y el día 21 se presentó en mi casa, en compañía de varios compañeros, para ponerse a la disposición del Partido y cooperar a su reorganización en la legalidad. Desde entonces, conjuntamente, ocupamos los diferentes cargos locales y departamentales. En todo momento fuimos elegidos, yo efectivo y él suplente, miembros del Comité Director del Partido. Todavía en la última elección fuimos reelegidos. No daba un paso, en actividad política-sindical, sin consultarme y yo le comunicaba todas mis impresiones e iniciativas al mismo tiempo que le pedía su opinión.

Que su esposa, Amparo Fernández, su hija María Luisa, su yerno Luis Tornero, la hija de éstos Violeta y sus familiares en España tengan la seguridad de que los socialistas y ugetistas compartimos el profundo dolor que les embarga por tan irremediable pérdida.

Arcadio MARTINEZ

La situación de los trabajadores

ASÍ VA ESPAÑA

En una correspondencia de Burgos, se informa sobre la situación obrera en los siguientes términos: «Los trabajadores se encolerizan frente a las exigencias, cada día más duras, de los que les estrujan con el trabajo. La copla de un próximo mejoramiento no engaña a nadie.»

«Los salarios actuales no compensan los muchos gastos que una familia necesita para poder vivir. La exigencia de los mandos, achuchada por las direcciones de las empresas, choca con reacciones de cierta violencia. En las demandas de trabajo apelan a un examen de cultura general, de la cual están desprovistos la inmensa mayoría de los demandantes. Este recurso les permite elegir, de manera astuta, a los más capaces y a los menos rebeldes. No estábamos acostumbrados a estos exámenes para un trabajo material, pero, andando el tiempo, llegamos a esta situación. Por esta y otras causas, una gran parte de los operarios, relativamente jóvenes, se enrolan en expediciones para trasladarse a otros países en busca de mejores venturas. Ello da origen a que se vayan muchos trabajadores y se tropiece con que ya no cuentan con personal competente para llenar todos los vacíos en que necesitan especialistas. De seguir esta política, a buen seguro, las pasarán estrechas para el normal funcionamiento de las empresas. Causa pena observar cómo se desmembran las familias, todo por la falta de tacto y aprecio de los valores humanos.»

El autor de estas líneas no es un periodista funambulesco, ni corresponsal de una emisora europea, sino un trabajador, no viejo, pero sí lo bastante maduro para haber vivido el período republicano, la guerra civil, la represión y seguir, como siempre, ganando el pan cotidiano con el sudor de su frente. Tampoco se trata de un rencoroso ni de un despedido, sino de un militante socialista que aspira fervientemente, como su partido, a reconquistar la democracia y la paz civil para la desventurada España, que sufre bajo la bota castrense de un despota de los que se empeñan en que se confirme el irresponsable pensamiento de los que dicen «después de mí, el diluvio».

Emigración española en Francia

«Statistiques du Travail et de la Sécurité Social» registra como introducidos y colocados de manera permanente en Francia, durante los nueve primeros meses de 1961, 27.764 obreros españoles. A título de trabajadores temporales y durante el mismo período, entraron 62.769 trabajadores. La tendencia no se inclina a la disminución. Si en septiembre de 1960 entraron 1.915 como trabajadores fijos, en septiembre de 1961, la cifra se eleva a 3.746.

Esa tendencia demuestra que la España franquista, pese a que los voceros oficiales y los papanatas extranjeros cantan los éxitos económicos del régimen, continúa padeciendo el deprimente paro obrero.

Esos 89.769 de los nueve primeros meses del año, dan un promedio mensual de 9.974, lo que lleva a estimar la emigración española hacia Francia en 120.000, grosso modo, durante 1961.

Añádase la emigración hacia Holanda, Bélgica, Alemania, Suiza, Australia y América y se tendrá una idea, una idea dolorosa, de la situación de los trabajadores en España.

Sin embargo, el Caudillo, en su discurso de fin de año, nos pinta la España que él sojuzga como un país en plena prosperidad; la prosperidad de la estadística mistificada o de lo que conviene decir sin mentar lo que le conviene callar.

Las defecciones del campo comunista

El mismo corresponsal de Burgos se nos informa de que la mayoría de las deserciones de las zonas de atracción comunista tienen su origen en las confrontaciones que a diario observa la gente. Comparan lo que dicen los papeles comunistas y lo que hacen los líderes bolcheviques, y deducen fatalmente una patente disonancia. «El sesgo que han tomado las cosas en la zona oriental repercute favorablemente en la labor que tenemos asignada», nos dice el informante, militante socialista. «Nadie espera —añade— estos mandobles del jefe comunista (Kruschev), cuyas actividades son parejas al destronado dios —Stalin—. Esto dice más de lo que podamos concebir nosotros mismos y fuerza a los simpatizantes del comunismo a reconciliaciones, sobre todo a los que piensan con la cabeza. De ahí que confiemos en nosotros y en nuestras ideas y con no poco fundamento».

toneladas de semilla de remolacha para España y, de regreso, se llevó para Polonia ejes cigüeñales, un motor y piezas de repuesto.

Los bolcheviques polacos carecen de escrúpulos; los franquistas no los tienen. Unos y otros se parecen a los yanquis cuando se trata del comercio. En la Prensa y en la Radio se ponen como no digan dueñas. En los puertos y en las rulas se entienden como gitanos en feria.

Censo bancario

El censo de empleados de Banca y Cajas de Ahorro no es pequeño:

Para la Banca oficial . . . 7.097
» la Banca privada . . . 69.860
» Cajas de Ahorro . . . 9.847

Total 84.804

Los empleados son muchos, los principales accionistas y consejeros muy pocos. Los beneficios bancarios se reparten muy desigualmente; pero los empleados son modelo de gentes tranquilas y acostumbradas a encajar todo, desde la explotación más inicua hasta los grandes beneficios de los que los explotan, pero en la caja de éstos y no en la de los empleados.

La producción de lana

La producción española de 1960 asciende a 29.601 Tm. La de 1959 se cifra en 31.537 Tm. Es decir, la producción del año 1960 fué de 1.936 Tm. inferior a la de 1959.

La Bolsa en 1961

La Bolsa española pasó del índice 100, a comienzos de enero, al índice 129 en agosto, para descender bruscamente en septiembre a 123 y oscilar en el último trimestre del año finalizando en el índice 124.

La baja de agosto a septiembre fué motivada por las noticias que daban como seguro la nacionalización del Banco de España y la promulgación de una nueva ley de ordenación bancaria.

Si se mantiene el índice en el curso del último trimestre, es porque se dieron seguridades, de fuente oficial, de que no habría reformas de la legislación bancaria, por lo menos, hasta la primavera.

Comercio exterior de España en agosto de 1961

	Pesetas
Importaciones . . .	6.139.592.000
Exportaciones . . .	2.494.200.000
Déficit	3.645.392.000

Crece la importación, la cifra más elevada de enero a agosto; disminuye la exportación, la cifra más baja del período; crece el déficit, el más cuantioso de los ocho primeros meses de 1961.

La tendencia no es una garantía para las reservas de divisas, de las que se hacen lenguas en los medios profranquistas.

La dinastía Fierro y la promoción social

A rey muerto, rey puesto. Muerto Ildefonso Fierro, presidente y fundador del Banco Ibérico, fué puesto en el trono de la presidencia Alfonso Fierro Ordóñez, hijo del difunto, que ya era vicepresidente. Para la vacante de éste fué designado Arturo Fierro Viña, otro miembro de la dinastía reinante.

Alguien habló en la reunión del Consejo del Banco, de la promoción social; pero se convino para otra ocasión.

Seis días sepultado

El minero picador, Pedro Avelino Díaz Santervás, estuvo sepultado del 6 al 12 de diciembre pasado en una galería del pozo «San Antonio», de la Sociedad Hullera Española (Asturias).

Lo sacaron del angustioso sepulcro sus compañeros de trabajo, que no se dieron punto de reposo hasta lograr su salvamento. La catástrofe minera que sepultó a Pedro Avelino, enterró a otro minero, de quien no había la esperanza de salvar.

Pedro Avelino, ya en el sanatorio, declaró: «No volveré a entrar a la mina ni por un carro de dueros. Sin embargo, vengo a salir por unas cinco mil pesetas al mes.»

Las emisiones del INI

El Instituto Nacional de Industria obtuvo en el mes de diciembre autorización de la presidencia del Gobierno para emitir obligaciones canjeables por ac-

ciones al cabo de cierto tiempo por un total de 2.680 millones de pesetas. La autorización alcanza a diversas empresas del I.N.I. y se distribuyen de la siguiente manera:

INI-Saca	50 millones
INI-Bazán	150 »
INI-Ribagorzana	300 »
INI-Enma	100 »
INI-Iberia	200 »
INI-Ifesa	40 »
INI-Moncabril	40 »
INI-Endesa	300 »
INI-Elcano	400 »
INI-Ensidesa	700 »
INI-Enasa	40 »

Las empresas del I.N.I. abarcan actividades muy diversas. Van de la construcción naval a la siderurgia, pasando por el transporte aéreo y la producción eléctrica.

Con el procedimiento de obligaciones canjeables, que no es nuevo para el I.N.I., se intenta acentuar su desnacionalización. Se da al sector privado, además, la facultad de elegir lo que más le convenga, ya sea por la importancia económica de la empresa para atenuar su influencia desmonopolizadora o en función de la rentabilidad por cuanto que no todas las experiencias industriales del I.N.I. han sido afortunadas.

En resumidas cuentas: los chascos pasan a la cuenta de la Nación; los éxitos irán poco a poco a caer en manos del capitalismo privado. He ahí un capitalismo de Estado que no puede ser desagradable a los financieros.

EL INFORME DE ANNA-MARIE RENGER

(Viene de la octava pág.)

ment. Les salariés n'ont pas le droit de tenir des réunions; les grèves sont interdites par la loi. La liberté d'expression et de circulation n'existe pas.

Les rapports et les renseignements dont on dispose ne permettent pas de penser que les syndicats espagnols constituent une force indépendante. Ils continuent, aujourd'hui comme hier, à n'être qu'un instrument de la politique gouvernementale.

Résumé

Les pays membres du Conseil de l'Europe accueilleraient volontiers au sein de cette Assemblée les représentants librement élus du peuple espagnol. La structure actuelle de l'Etat espagnol ne correspond cependant pas aux principes de démocratie et de liberté qui sont énoncés dans le préambule du Statut que le Conseil s'est donné. Le Gouvernement espagnol actuel ignore la Convention européenne des Droits de l'Homme, droits qui sont également ceux du peuple espagnol. Le régime autoritaire reste inchangé.

La situation économique et sociale de l'Espagne franquiste est celle d'un pays sous-développé. Les inégalités sociales sont extrêmement marquées. Les traitements et les salaires sont pour une large part inférieurs au minimum vital.

D'après le rapport publié par l'O.E.C.E. en août 1960, les finances de l'Etat sont en voie d'assainissement grâce à l'aide économique prodiguée par l'O.E.C.E., sans que l'on puisse toutefois parler d'un essor de l'économie et d'une élévation du niveau de vie.

Il n'est pas possible actuellement de préciser avec certitude si l'aide économique aura pour résultat un développement sain de l'économie; des signes positifs se manifestent cependant à cet égard.

En revanche, il est plus que douteux que l'assistance économique et militaire accordée par l'Occident ait obligé le régime franquiste à procéder à une libéralisation de sa politique intérieure. Aucun indice ne permet de le croire. Il semble plus justifié de penser que cette aide renforce le régime franquiste.

Comentario Tal para cual

ABRIENDO los periódicos españoles, pensamos en la información cotidiana sobre los homenajes. Todos los días hay celebración y exaltación de los grandes merecimientos de personajes del régimen. Banquetes, altos empleos, grandes cruces pensionadas institución de algún marquésado como —descubramonos— el de Bilbao-Eguía. Dichosa entre tantos países puede sentirse España con tan excepcional abundancia de personas eminentes capaces de engrandecerla. Si no la han engrandecido ya es porque esperan la ocasión oportuna en que el Caudillo, con su menguada voz de mando, les dé la orden de avanzar.

Y he aquí que, al hojear los periódicos, nos encontramos con que el homenajeado del día es el doctor don Luciano Pérez Platero. ¿Platero? Ese nombre nos suena en la literatura; pero no, no es él. El de ahora es el señor arzobispo de Burgos, al cual se ha tributado un solemne homenaje con medalla de oro y con brillante asistencia de las autoridades militares, civiles y eclesiásticas.

Esperábamos ese homenaje. Estábamos seguros de que se produciría, desde que leímos aquella estupenda declaración que el arzobispo hizo ha pocos meses al celebrarse el vigésimoquinto aniversario de la exaltación de Su Excelencia el Generalísimo a la jefatura del Estado Español.

Este hombre —nos dijimos entonces— entrará en la historia como uno de los grandes descubridores, y hasta pasará por delante de Cristóbal Colón. Ha descubierto nada me-

nos que el «cristiano perfecto». Pero, ¿existe un tal ejemplar? Bien se ve que sí, contrariamente a las previsiones de mismísimo Cristo, según el Cual hasta los más justos son pecadores necesitados de perdón y obligados al arrepentimiento.

Sin embargo, he aquí que, a los veinte siglos, la humanidad florece en un «perfecto cristiano», como lo calificó el doctor Pérez Platero en el pasado mes de septiembre. Y si es un ejemplar único, ¿quién podría ser? Los que necesitan más señales para conocerlo entérense por estas palabras con que el arzobispo apoyó su información:

«Dios vela sobre España. Vela también María Santísima. A su protección debemos el regalo de un Caudillo vencedor de las satánicas conjuraciones antiespañolas, desfacedor de entuertos, artífice de la paz en la convivencia y promotor del progreso en la proyección social, adalid de la Iglesia y caballero de Cristo, espada de la justicia y escudo de la tradición y del patriotismo.»

¿Hay quien diga más? He ahí unas afirmaciones, inexugnables por arzobispales, que deshacen esas graves imputaciones que, a cuenta de los divinos Mandamientos, se arrojan sobre el régimen del Caudillo. Todo en él es perfecto, hasta el mentir de sus servicios de información.

Y véase cómo, una vez más, la Historia se complace en emparejar personajes complementarios y, junto a un Caudillo perfecto cristiano, ha puesto a un arzobispo, perfecto ganador de homenajes. Tal para cual.

Pericles GARCIA

EL SOCIALISMO ante su destino

La eterna canción capitalista

El Socialismo empobrecedor y retrógrado

LA reacción, en todos los países, practica la táctica del pulpo cuando se trata de exponer los caracteres esenciales del socialismo. Oscurece con su negra tinta las aguas circundantes, pero en España, dado la naturaleza oscurantista de la burguesía, la tinta del pulpo se convierte en ala de cuervo.

¿Qué dirían los cristianos si les describieran al Redentor con cejas diabólicas, cuernos y rabo? Sean cuales fueren nuestras creencias al respecto, comprenderíamos su indignación y su protesta. En cambio, los pretensos cristianos capitalistas y los escribidores a su servicio, no sólo no se indignan por la mistificación del socialismo, sino que pagan a sus amanuenses para que inventen fábulas y farsas para presentar nuestra doctrina redentora con todos los atributos de un sistema materialista, absurdo e irrealizable.

El amanuense de turno es en la presente ocasión J. Sánchez Rivera. Hay que persignarse después de leer sus artículos. Este es de los que presentaría al Redentor con cuernos de muira y rabo de mono si estuviera estendiado por una secta anticristiana. Como no es ese el caso ni para eso le pagan, lo que ahora intenta es presentar al socialismo con las características del comunismo soviético. Veamos cómo nos describe el Socialismo (a tanto la palabra):

«Ya el Estado, el Estado socialista, es único dueño y señor de todo: inteligencia, tierras, bancos, industria y comercio. Ya tampoco hay burgueses y proletarios, sino trabajadores de todas clases...»

«El progreso se detendrá, si no retrocede la civilización, que sería lo más probable.»

«¿Es que el mundo quiere, por el sufragio de la mayoría, ir hacia la socialización integral, negativa, empobrecedora y, por tanto, retrógrada?»

Además de todo ese panorama Apocalíptico, la carencia de competencia comercial y de estímulo personal, la ausencia de la disciplina, que impone el patrono, y la técnica del mundo capitalista, que Sánchez Rivera declara difunta por obra y magia de la socialización, sumirían la nueva sociedad en una especie de sies-ta infundada; en tres palabras: sería el apocalipsis.

Sánchez Rivera o es tonto de remate, escribe de lo que no sabe, o es artista de talento en fingir la memez y la ignorancia. Sólo un memo o un ignorante hace una descripción tal que ni siquiera es el retrato del Estado soviético. Luego llama socialismo a lo que él se figura que es un Estado soviético. Pero, aun ateniéndonos a lo que pasa en Rusia, no es verdad que la «estatación» de la economía (que no es la socialización) haya empobrecido al país, ni haya retrocedido la civilización, ni se haya suprimido la iniciativa privada, ni se carezca de estímulos. Independientemente del idealismo revolucionario, que es un poderoso estímulo, el destajismo, igual que en la sociedad capitalista, imprime a la producción un ritmo tan acelerado como en cualquier Estado del mundo occidental. Nadie se atreve ya a negar el incremento de la productividad en Rusia, como nadie osa poner en tela de juicio su progreso técnico. Sólo Sánchez Rivera parece ignorarlo.

Sin embargo, el régimen soviético no es un sistema socialista. No lo es porque carece de los dos virtudes fundamentales del socialismo, a saber:

— Democracia política (Gobierno del Estado por el pueblo y para el pueblo); por consiguiente, pluralidad de partidos y respeto de las minorías;

— Democracia económica (dirección y administración demo-

crática de las empresas socializadas por los técnicos, administrativos y trabajadores).

En la sociedad socialista el Estado se va debilitando paulatinamente en sus aspectos coercitivos, limitadores de la completa expansión de la libertad del individuo.

La sociedad socialista no es un Estado todopoderoso, dueño de todo, sino que en ella el Estado es la síntesis de los intereses y aspiraciones comunes de la sociedad. No socializa todo, sino los instrumentos y medios de explotación del hombre por el hombre. Por eso no socializa a los zapateros remendones, ni la pequeña propiedad agrícola; no socializa a los artistas ni se adueña de la inteligencia (como si esta facultad superior del hombre fuera un motor eléctrico o una hectárea de tierra). No «estataza» las empresas, sino que las entrega, de verdad, a quienes trabajan en ellas, reglamentando el usufructo para evitar los errores, las carencias y las mermas de la producción. No anula los impuestos, sino que los aplica con equidad, porque el Estado ha de satisfacer las necesidades comunes de la nación: comunicaciones, enseñanza, sanidad pública, defensa, policía, etc., etc.

El Estado socialista planifica

para evitar los errores y crisis de la economía liberal capitalista, pero no anula la competencia ni los estímulos individuales, puesto que los beneficios, que son el estímulo capitalista, de la empresa socializada, después de pagar impuestos, incrementar en la justa medida las reservas y la cuenta de amortización, se distribuyen en obras sociales y en mejorar la retribución ordinaria de obreros, empleados y técnicos.

El Estado socialista, al suprimir las clases sociales, fundadas en la desigual repartición de la riqueza, aspira a suprimir las injustas diferencias entre las distintas categorías de trabajadores procurando proveer a todos de una retribución mínima que cubra las necesidades de un tipo de vida decoroso, en el cual se comprenden, no sólo el comer y el vestir, sino también los gustos artísticos, culturales, deportistas, etc.

Mal puede caer el Estado socialista en una actitud negativa, empobrecedora y retrógrada cuando otro de sus fines fundamentales consiste en colocar a todos los ciudadanos en una situación social que garantice la igualdad de oportunidades, a fin de que todos los hombres alcancen el pleno desarrollo vocacional, suprimiendo así las discriminaciones

y obstáculos con que tropiezan cuando carecen de recursos para llegar hasta la Universidad, cual sucede en la sociedad capitalista.

La torpe cuquería o la memez de Sánchez Rivera le lleva a dar por no existentes las grandes transformaciones que a impulso del ideal socialista —no siempre servido con rigor socialista— se están realizando todos los días ante nuestros ojos. La experiencia soviética, no obstante su desprecio de la libertad y de los derechos del hombre, es un acontecimiento de trascendencia incalculable. La transformación de la vieja civilización china, la experiencia yugoslava y todo cuanto sucede en los Estados convertidos en semicolonias por la Rusia soviética, están viviendo revoluciones difícilmente reversibles. La revolución israelita, inspirada por el socialismo democrático y la evolución revolucionaria, inspirada igualmente por un socialismo que no renuncia a la democracia, la de los países escandinavos, demuestran que lejos de caer en el empobrecimiento y en el atraso, son abundantes fuentes de riqueza, de bienestar, de justicia social y de una cultura muy superior a la de otros Estados donde el capitalismo goza de sus más extremas prerrogativas. Y no se nos venga con la cantinela de que se trata de países ricos o ayudados. Nada más pobre que Israel y Escandinavia antes de que el socialismo los fecundara con el vigor y la iniciativa de sus hombres y de sus fórmulas tan indigestas para la memez de los Sánchez Rivera.

GARCIA BARROS

Consideraciones sobre el municipio español

EL querido amigo Saborit revela, a través de los tres artículos aparecidos últimamente en «El Socialista», su constante preocupación por la labor socialista en los municipios, viendo en éste el principal seductor y el laboratorio más apropiado y eficaz para nuestras tareas partidarias. Desaparecida la hosqueidad del presente español, la labor pretérita del concejalato socialista, inolvidable, deberá empalmarse con la de un futuro no lejano, incrementada por la experiencia adquirida y las exigencias de los nuevos tiempos.

Saborit, archivo viviente de nuestro Partido —y que lo sea por muchos años, para ventura personal y partidaria— tiene bien ganados los lauros que le conceden el título de Adelantado del P.S.O.E. en la defensa de los fueros municipales. Recuerdo ahora que, complementando su labor edilicia en el Ayuntamiento madrileño y concentrando sus inquietudes, fué fundador y director de la revista sobre temas municipales «Tiempos Nuevos», de tan grato recuerdo, a la que me asomé para aportar mi modesta colaboración, con trabajos de fondo local y provincial.

Estos artículos me han hecho recordar y releer la conferencia pronunciada por Indalecio Prieto en Méjico —1.º de mayo 1946—, titulada «Esbozo de un programa socialista en España», que el Grupo Pablo Iglesias hizo imprimir aquí, en Buenos Aires, a la que tras meditado estudio y sólido basamento, considera al Municipio como el más eficaz instrumento de socialismo en nuestra patria, reservándole promisorio porvenir.

Séanme permitidas algunas consideraciones sobre el tema que nos ocupa. Ya en el preámbulo del proyecto de ley municipal presentado a las Cortes Constituyentes antes de 1870 que venía a plasmar los postulados de la revolución septembrina del 68, proyecto el más concorde con la democracia de cuantos se idearon a lo largo del pasado siglo —una veintena— se afirmaba con sobrada razón que «la orga-

nización municipal es tanto como la familia en la sociedad, y la base de toda organización política en el país»; y abundando en ese sentido se dijo también: «Lo que la semilla es para la raíz y la raíz para la planta, lo que el cimiento para el edificio, así es el municipio para la libertad.» No hay en ello exageración: el municipio es el germen, el primer brote o agrupación social que reproduciéndose con el oxígeno de la libertad, esto es, soberano y autónomo, ha dado lugar a la nación. También las Cortes de Cádiz, en el momento de reunirse, invocaron el recuerdo de aquellas ciudades de la Edad Media, verdaderas repúblicas municipales, que destruyeron la servidumbre del terruño y crearon el estado llano. Estas Cortes sabían bien que si España pudo resistir a un tiempo y en todas partes la asechancia napoleónica, fué porque el absolutismo fernandino no había logrado todavía extirpar de raíz nuestra vida municipal.

No obstante la evidencia, los políticos de la escuela moderada, portaestandartes del rancio espíritu conservador español, para no comprometerse en el reconocimiento y consiguiente defensa de instituciones ligadas a la tradición liberal, han negado obstinadamente que España sea un país representativo del fuero municipal. Perteneció a esa escuela Francisco Silvela, a quien cita Saborit como coadyuvante suyo en la ardua labor de desenterrar immoralidades en el seno del Ayuntamiento madrileño, autor, si no estoy equivocado de la estereotipada frase «España, nación sin pulso», dicha al comprobar el marasmo colectivo frente al desastre nacional. Fué este político quien al discutirse el proyecto de ley municipal de 1870, ampliamente liberal, como más arriba decimos, lo combatió sañudamente basándose en la impreparación de España para asentar la política nacional sobre la base del

municipio autónomo, por no existir —según él— en nuestra patria esa tradición de los fueros municipales. Argumento, como se verá, de poca solidez que niega el principio axiomático de que caminando y soportando coscorrones se aprende a andar. «Las libertades municipales —decía Silvela— son las más difíciles de improvisar y de arraigar. La libertad municipal viene a ser en la historia política y en la vida de los pueblos, algo parecido a lo que son los títulos de nobleza y de aristocracia entre los individuos, que rara vez se pueden improvisar con prestigio. Con las libertades municipales es preciso nacer; las políticas se conquistan, se otorgan; las municipales se heredan y los pueblos que no las tienen han de pasar por largos trabajos antes de poder adquirirlas.» Concedía cuando más, que si alguna tradición ha habido, podrá existir en un desvaído recuerdo, pero siglos enteros se han interpuesto para borrarla del corazón de los españoles. Aseguraba, pues, el fracaso de la ley municipal cuya vigencia se proyectaba. Y cosa curiosa: el político que en aquel momento se hacía intérprete del sentir de la escuela conservadora, admitía la existencia de un elemento, el único vivo y energético dejado por el antiguo y olvidado régimen, con el que, al mismo tiempo que con la falta de elementos favorables para constituir municipalidades verdaderamente libres, había que luchar en la ocasión presente: el elemento socialista. La prueba está —decía— en esos hechos repetidísimos, demostrativos de que la libertad se entiende en la mayor parte de los pueblos como un desvolvolvimiento de la idea socialista, y a la libertad sigue el reparto de bienes y la distribución de la propiedad municipal cuando menos, y algunas veces hasta de la particular; libertad que se traduce por el derecho de establecer la servidumbre sobre las propiedades, bien para el tránsito de los ganados, bien para el pastoreo de los mismos, el allanamiento de las cer-

cas y el disfrute común de los rastrojos.»

A través de estas palabras se advierte la estrecha mentalidad de político conservador al considerar como socialismo peligroso lo que Costa en su «Colectivismo agrario» denomina «derrota de mieses», esa mínima exigencia del pueblo despojado e indigente a la propiedad privada. El polígrafo aragonés, de tan preclaro recuerdo, expresando su asombro de que tan justiciera exigencia haya podido suscitar la menor objeción en lo antiguo, ni en el moderno, la considera «argumento solamente valioso para quien estime que no existe otra legítima y verdadera propiedad que la justiniana y que todo lo que se aparte de ese tipo es una violación (el derecho o una pura teratología)». ¡Apañada quedará la doctrina socialista si su actuación reivindicativa se redujese a la «derrota de mieses» y al derecho de pastoreo en los barbechos! Verdad es que el año 1870 ha quedado muy atrás de ese orden, pese a los posteriores barquinazos políticos y sociales ofrecidos en nuestra acción y el túnel que actualmente atravesamos.

Aventurada es la afirmación de Silvela de que en España no ha habido libertad municipal. Son del siglo XIII aquellos municipios que levantaban ejércitos y daban batallas como las de las Navas de Tolosa, victoria que enriqueció la heráldica del reino de Navarra aportando a su escudo las famosas cadenas que defendían la tienda del caudillo árabe. Existían esas libertades. Los fueros municipales contenían la expresión posible de la democracia en aquel tiempo, daban todos los derechos que era posible dar, pero no había que buscar los derechos individuales que forman la personalidad humana, tal como ahora los comprendemos, en un tiempo en que el privilegio de raza, de familia, del poder tiránico, gravitaba sobre el derecho. Fueron libertades sin igualdad y por eso desaparecieron.

Decía Castelar, dirigiéndose a los gobernantes de 1870, en aquellas Cortes Constituyentes que posibilitaron el reinado de Amadeo, de tan efímera actuación: «Yo os conjuro a que seáis previsores y restauréis el municipio. Sus glorias son vuestras glorias y sus desgracias vuestras desgracias. El municipio, aunque roto, fué un escollo donde se refugieron los celto-romanos contra las invasiones de los bárbaros; el municipio fortificó la obra de la Reconquista, pues Sancho García y Fernán González no hubieran podido atravesar las llanuras de Castilla si los plebeyos no les siguen jadeantes para recoger entre el botín de la victoria los pergaminos de sus cartas-pueblas; los municipios reunían sus Procuradores fundando esta altísima institución de las Cortes, tribuna que es nuestra gloria y nuestro orgullo, al mismo tiempo que se fundían las cadenas de los siervos. El municipio levantó las agujas de la catedral gótica junto a la cincelada sinagoga judía; educa los jurados, engendra los hombres buenos; escribe el Romancero, da al teatro «El Alcalde de Zalamea», un héroe más grande que el Agamenón y el Orestes, de Esquilo; corta con sus Hermandades la cabeza a la hidra del feudalismo; cuando él perece en el patíbulo de Villalar a los golpes de los imperiales, de los flamencos, perece la Patria, que cae toda entera con Carlos II en el Panteón de El Escorial, y cuando él renace con la guerra de la Independencia, renacen las Cortes, renace la dignidad nacional. El municipio ha sido y será siempre el hogar del pueblo, el árbol secular a cuya sombra han de abracarse la democracia y la libertad.»

Por ello, por ser bastión de la libertad, nuestro municipio se ha visto enfrentado siempre con el reaccionarismo español, empeñado en encadenarlo al poder central, sometiendo a un régimen bien descrito por Bobadilla en su «Política de corregidores». Política muy propia de la época extendida a casi tres siglos, de aquella a que Lope escribía su comedia «El mejor alcalde, el Rey».

Continuaremos, ya que el tema lo permite.

Juan de NAVARRA

ACTIVA el mundo

Se acabó el monolitismo

NO hay, oficialmente, una Internacional comunista. El Kominform dejó paso al Kominform. Y el Kominform lleva trazas de dejar paso al «Policentrismo». No hay una Internacional comunista, pero todos los partidos comunistas obedecen a Moscú. Mejor dicho, obedecían, pues ahora parece que ya no sucede así. Ahora han surgido heterodoxos de calidad y en cantidad. La crisis del comunismo se ha revelado a la luz pública y con singular estruendo, en el XXII Congreso del Partido comunista ruso.

Ese XXII Congreso se reunió, oficialmente, para aprobar —aprobar, que no discutir— el nuevo programa del P. C. ruso. El millar de delegados fueron convocados para que dijese amén. Y las delegaciones «fraternales» de los ochenta y un partidos comunistas de otros tantos países, fueron invitados para que, siguiendo el acostumbrado ritual, elogiasen desde la tribuna del Congreso al dictador de turno —a Krushev hoy, como a Stalin ayer— y aprobasen totalmente el nuevo programa que promete la felicidad de los rusos para dentro de veinte años.

Pero en ese Congreso lo de menos ha sido el nuevo programa. La importancia de ese Congreso se deriva del interminable discurso de Krushev proclamando la «era de la destalinización». En realidad, la destalinización comenzó en el XX Congreso, que tuvo lugar en 1956, donde Krushev pronunció su famoso y también interminable discurso «secreto» que «el culto de la personalidad». La destalinización se ha continuado desde entonces cautelosamente, no sin producir grandes revuelos en el seno de no pocos partidos comunistas, revuelos que apenas si trascendieron al público, pues el «ojo de Moscú» impuso en todas partes la «obediencia de cadáver» para que no se resquebrajara el camélico «monopolitismo» comunista.

En este XXII Congreso, Krushev, sintiéndose suficientemente fuerte, ha roto la cautela de antaño y para impedir que siguiese creciendo la oposición staliniana que amenazaba con expulsarlo del poder, pronunció el discurso brutal en el que denuncia los crímenes cometidos por Stalin y sus servidores, rehabilita a sus víctimas más conocidas y denuncia como enemigos del Partido a los todavía stalinianos. En su consecuencia con la teatralidad moscovita bien conocida, el cadáver de Stalin fué sacado del mausoleo donde antes lo colocaron, junto a Lenin, para que lo siguiesen adorando; han borrado su nombre de las calles, ciudades, montañas, universidades y fábricas que lo llevaban; se han retirado sus retratos que inundaban Rusia, y los libros que cantaban sus falsas glorias. Se está rectificando la historia, pues ahora resulta que el superhombre ultragenial de ayer, Stalin, era un pobre tirano paranoico que asesinó a mansalva. La rehabilitación de las víctimas del stalinismo se produce a ritmo acelerado. Podrán rehabilitar las memorias de las víctimas manchadas por Stalin y sus secuaces con los estigmas más viles, pero no podrán devolverles la vida.

Los socialistas españoles y los anarcosindicalistas españoles sufrieron también, en España, durante la guerra civil, y en Francia, al día siguiente de la Liberación, los furores homicidas de los stalinianos de turno. Algunos de esos homicidas todavía viven y ahora se apresurarán a echar pelladas de cieno contra Stalin, en cuyo nombre asesinaron.

La crisis que atraviesan los partidos comunistas en el mundo es profunda y no hace más que comenzar. El Partido comunista de China se declara stalinista. El minúsculo Partido comunista de Albania, rompe con Moscú y se acoge bajo el manto protector de China. El Partido comunista de Italia, por boca de Togliatti —que durante nuestra guerra, con el falso nombre de Ercoli, era el lacayo de Stalin—, proclama ahora la necesidad de implantar el «policentrismo», es decir, la no obligación de depender de Moscú. El Partido comunista francés continúa discutiendo el informe de sus delegados al Congreso de Moscú y polemiza con el P. C. italiano. Y en Polonia, y en Hungría... En todos los partidos comunistas hay una gran confusión. Se comprende. ¿Cómo es posible que un ser normal, que tenga su cabeza sobre los hombros, pueda, de la noche a la mañana, tener que escupir la memoria del hombre al que estuvo adorando durante tantos años como si fuera un Dios? La «unidad monolítica de los partidos monolíticos» se ha derrumbado. Las bajas en los partidos comunistas son numerosas. Las crisis de conciencia de los comunistas sinceros, se suceden. Comenzaron cuando la firma del Pacto germano-soviético que desencadenó la gran guerra. La guerra y la victoria aliada conllevó la hemorragia. Pero se continuó con la bárbara represión de Budapest y de Berlín-Este, y se intensificó ahora con la destalinización, destalinización que no hace más que comenzar.

Los comunistas españoles, dependientes siempre de Moscú, se han alineado servilmente detrás de la nueva posición oficial de los rusos. Por lo tanto, reniegan de Stalin. Ya no nos ensordecen más con lo del «marxismo-leninismo-stalinismo». Bien es verdad que en la reunión de los 81 partidos comunistas celebrada en Moscú en noviembre y

LOS últimos acontecimientos más señalados en centro-américa exclusión hecha de los permanentes de Cuba y República Dominicana, han sido las transformaciones gubernamentales acaecidas en El Salvador y en el Ecuador.

El Salvador es la más pequeña de las repúblicas centroamericanas. El terreno es montañoso y volcánico, limita con Honduras y Guatemala y tiene algunos pequeños puertos en su costa en el Océano Pacífico. La capital, San Salvador, cuenta 250.000 habitantes y tiene Universidad. Es el único país centroamericano que no tiene litoral en el Caribe. La población es de algo más de dos millones, correspondiendo el 84 por 100 a los mestizos, el 10 por 100 a los blancos y el 6 por 100 a los indios; es el país más densamente poblado del continente. El porcentaje de la mano de obra agrícola sobre la total es el 66 por 100. El 0.1 por 100 de la población es dueño del 20 por 100 del territorio. Como se ve, una pequeñísima minoría es propietaria de la casi totalidad de la tierra cultivada dedicada al café y la ganadería. Hay unos pocos hacendados inmensamente ricos y soberbios y muchísimos peones pobres, miserables, embrutecidos y humillados.

El caso de El Salvador es el mismo, poco más o menos, que el de todos los países de esta América Central, excluyendo, en cierto modo, a Costa Rica. Con las guerras de las sucesivas independencias las oligarquías españolas fueron reemplazadas por otras criollas que no variaron en nada el sistema colonial en todo orden de cosas. Con las nuevas situaciones que llevaban consigo las independencias se fué desarrollando lo que fué oligarquía española de forma voraz y agresiva, sostenida por unos ejércitos sin prestigio formados en la conspiración, en el cuartelazo y las bandas de los generales de siete galones. Una política que ha girado en la órbita de un capitalismo agrario y primitivo, ha venido dando bandazos desde la independencia hasta nuestros días sin ocuparse, como es debido, en educar al pueblo y darle el nivel de vida que las circunstancias y el progreso exigen, y el sentido humano aconseja. En condiciones tales se ha llegado al punto muerto actual, a todas luces peligroso: la población trabajadora aspira a que se le rebaje el hambre y se le aumente el nivel de vida, aumentando la ración de alimento y confort, y creando instituciones, aunque sean elementales, que cuiden las necesidades de la vida moderna.

Hace algunos años que estos pueblos vienen mostrando deseos de pasar menos hambre. Esta situación se ha complicado con la osadía comunista creando focos de agitación en todos los

Crónica del Caribe

países. A toda prisa los Estados Unidos están desparramando chorros de dólares a todos los rumbos como muro de contención contra el avance de las colonias soviéticas o partidos comunistas, pero tendrá que ser que en cada país organicen una vida digna para todos los ciudadanos, única forma de combatir al comunismo. Con masas hambrientas y miserables, no se combate al comunismo; al contrario, se le abren las puertas. El Salvador sufría, en la cuarta década de este siglo una revolución de aparentes matices comunistas raciales. En realidad fué la desesperación del hambre, aún no corregida, quien empujó a los indios a la violencia.

De 1931 a 1944 fué dictador sin escrúpulos el general Maximiliano Hernández (el brujo). Fué el primer gobernante que reconoció en agosto de 1936 a la Junta de los generales españoles sublevados en julio del mismo año. Con cierta velocidad se han sucedido los golpes y contra golpes, al estilo tropical, en la gobernación salvadoreña, hasta llegar a los acontecimientos que comenzaron en octubre de 1960 con la conspiración, siempre militar, que derrocó al Presidente constitucional coronel Lemus. La Junta de Gobierno, con participación de un sector de los estudiantes, que depuso a Lemus, hacia arantofías al comunismo, y en enero de este año otro golpe militar lo expulsó del Gobierno. Quienes ahora mandan dicen querer reintegrar la democracia.

Hay muchísimas y urgentes reformas que efectuar, lo que crea una situación difícil, ya que los eternos e inconformes oligarcas, siempre agazapados y ladinos están, con algún generalito ambicioso, a la espera de la ocasión propicia para dar el salto del tigre y destrozar la incipiente democracia de El Salvador. El tiempo nos va a decir si ese pequeño paso se verá libre de tiranos. Estos tiranos de la América latina, como el que sufren los españoles, son incapaces de hacer uso del raciocinio, y cuando llega la catástrofe y quieren rectificar es ya tarde. Ejemplo actual y sangrante: Cuba.

Ecuador: Es país sudamericano porque en el istmo de Panamá termina la América Central y empieza la del Sur. Pero, en realidad, Ecuador con Colombia y Venezuela son países similares a los centroamericanos. Es más, Colombia y Venezuela caribenos, y decir Caribe es decir Centroamérica. Ecuador es una porción de los Andes, con costa en el Pacífico y un puerto relativamente importante, Guayaquil. Limita con Colombia y Perú.

La capital, Quito, con cuatrocientos cincuenta mil habitantes y centros universitarios y a unos tres mil metros de altura sobre el nivel del mar. Es 0.2 por 100 de la población es propietaria del 37 por 100 del territorio nacional, dedicado al cultivo del banano, el café y la explotación de bosques de madera fina. Los indios y mestizos suman el 70 por 100 del total de habitantes, 27 por 100 los blancos y 3 por 100 los negros, en el litoral.

En Ecuador, como en toda América, se han dado eminentes patriotas que han pretendido encauzar la historia por caminos democráticos y civilizadores, pero el aventurerismo político, con los militares irresponsables, lo han impedido siempre; algo parecido a lo ocurrido en España en los últimos cien años principalmente. Para darse idea de la política turbulenta de Ecuador, baste decir que entre 1925 y 1947 ha habido veintisiete jefes de Estado, siete asambleas constituyentes y congresos extraordinarios, seis constituciones políticas e innumerables subversiones triunfantes o fallidas. El caso del depuesto presidente constitucional José María Velasco Ibarra, hoy exiliado en Argentina, no es nada nuevo; el caudillismo y la carencia de partidos políticos vertebrados lleva a los postulantes a la dirección del Gobierno a la promesa demagógica sin posible realización inmediata. Esto que hasta ahora ha sido posible por la carencia de sentido social de las masas, empieza a ser difícil sostener. Y este es el caso de Velasco Ibarra. Político más conservador que liberal, asombraba con sus bruscos cambios del conservadurismo más bien reaccionario, al izquierdismo comunista. Por su táctica sinuosa y desconcertante se le puede comparar con el no menos desconcertante Janio Quadros, de Brasil, hoy emigrado en Europa. Tal inconsecuencia le dió a Velasco Ibarra un desgaste de prestigio que le hacía insostenible, y no son pocos los que aseguran que se aprestaba al golpe de Estado, evitado por el Presidente del Congreso, Julio Arosemena, con la ayuda del Ejército, después de acontecimientos callejeros y sangrientos. La situación está, aparentemente, conjurada y las instituciones democráticas están en pie, con lo que se evitó el río revuelto en el que estaban ya preparados a pescar los comunistas. «El problema (comentó un periodista asturiano) es que no han desaparecido, ni es previsible que desaparezcan en un futuro inmediato, las causas básicas de toda esta situación: dificultades económicas, división política, decisiones personalistas, etc... Por eso, en mi opinión, Ecuador va a vivir momentos difíciles en los próximos meses.»

NEMO

Un neutralista belicoso

EN la Constitución de la república española hay un artículo 6 en el que se declara que «España renuncia a la guerra como instrumento de política nacional». Los españoles estábamos orgullosos de haber estampado en la Constitución eso, que traducía nuestro sincero pacifismo y que, además, respondía a la doctrina de la Sociedad de Naciones.

Nuestro sueño se vino abajo en 1936. Sin quererlo, sin provocarlo, los militares, los aristócratas, la Iglesia, los terratenientes, etc., declararon la guerra a la República. Y además, «consiguieron» que los hitlerianos y los fascistas —de los que eran instrumentos— nos hicieran la guerra. Tuvimos que defendernos y guerrear. Así terminó el pacifismo de la República y el bello artículo de la Constitución. Pero fué contra nuestra voluntad. Fué porque nos agredieron.

El caso del neutralista, del ultraneutralista, el heredero de la «no-violencia» gandhiana, es decir, el caso de Nehru, es distinto. Se

ha ciscado en su pacifismo y en su neutralismo por su propia voluntad. Todo hace pensar que Nehru usó y abusó de su hipocresía durante años y años. Y como él, existen no pocos neutralistas y pacifistas, que se lo llaman a sí mismos para mejor engañar a los demás; pero que en el fondo, son otra cosa.

El que llamemos hipócrita a Nehru no quiere decir que nos compadezcamos de Salazar y su régimen. Al contrario. Todo lo que sea descolonizar, y rápidamente, nos parece necesario. Todo lo que sea debilitar la dictadura portuguesa, nos encanta. Pero ¿por qué no haber consultado democráticamente a la población de Goa? Mucho hablar de autodeterminación, para cuando sus intereses están en juego, resolver el problema a cañonazos. Y como ha tenido éxito lo de Goa, el pacifismo y el neutralismo. Ahora surgirá escuela y tendrá imitadores. Ahora surgirán los pacifistas y neutralistas... belicosos. Se ha enriquecido la fauna.

BURDEOS CONVOCATORIA

Se convoca a los afiliados de esta Sección U.G.T. a asamblea general ordinaria, que se celebrará el domingo 28 de enero a las diez de la mañana en el Café Victor Hugo, con arreglo al siguiente orden del día:

1.º Nominación de mesa de discusión. — 2.º Lectura de actas. — 3.º Lectura de circulares y gestión del Comité. — 4.º Movimiento de afiliados y gestión de tesorería. — 5.º Renovación reglamentaria de cargos. — 6.º Ruegos, preguntas y proposiciones.

Terminada la asamblea, los delegados al Congreso departamental darán cuenta de su gestión. — Por el Comité, el Secretario.

Crónica malagueña

Gansterismo falangista

EXISTE una consigna falangista: silenciar las inmundicias cometidas por las jerarquías políticas y sindicales. En este silencio encuentran la impunidad para sus delitos.

Las oportunidades de cometer un desfalco o estafar a los organismos oficiales son muchas y cada cual las aprovecha según la importancia del cargo que ocupa. En este prolongado amanecer falangista, ha surgido una nueva modalidad del gangsterismo. Son los dirigentes de la alta escuela que han establecido leyes y códigos propios; son los que han descubierto curiosas y convencionales definiciones de la libertad y la tiranía, la democracia y la dictadura, lo moral y lo inmoral, lo bueno y lo malo, la patria y la antipatria; son los que viven del atraco a los fondos nacionales, para luego emplear el dinero, como Girón de Velasco, en importantes y provechosos negocios.

En Málaga, como en todas las ciudades españolas, se da esta fauna franquista. Aquí tuvimos el caso del Delegado Provincial de Sindicatos, señor Sastre, quien empezó vendiendo los ejemplares del órgano sindicalista « Afán », que le enviaban para repartir gratis; que justificaba los sobrantes del presupuesto mensual, establecido por el sostenimiento de la farsa nacional-sindicalista, y los trasladaba a su cuenta particular. El que más tarde —no conforme con estas pequeñas raterías— se puso de acuerdo con los falangistas señores Bafiara y García Enriquez, el primero diputado provincial y el segundo dueño de la gestoría « ENSA », para explotar la compra-venta de solares. El negocio se realizaba con mucha sencillez.

Los compinches del avisado jefe sindicalista compraba solares que luego cedían, por un precio dos o tres veces mayor, a la Central Nacional Sindicalista, la cual los necesitaba para edificaciones con destino a la Obra

Sindical. Los beneficios eran equitativamente distribuidos.

Cuando el robo de los fondos sindicados se hizo tan público que no era posible ocultarlo, se impuso la necesidad de sancionar a los autores. El castigo fué de una « severidad » ejemplar. Al señor Sastre lo depusieron y lo trasladaron a Madrid con el cargo de Inspector Nacional de Sindicatos. En la actualidad es Delegado Provincial de los Sindicatos verticales asturianos. Los demás no sufrieron la más leve sanción moral o material.

Nos hemos referido a un hecho pasado; pero como la política franquista está empedrada con immoralidades de todo género, los malagueños han tenido conocimiento del reciente atraco de unos tres millones de pesetas, efectuado por el señor Galeote, jefe del Pósito de Pescadores, con los fondos confiados a su custodia. Otro franquista más que será trasladado a un nuevo cargo para seguir disfrutando de las riquezas adquiridas, por los servicios prestados a la patria.

Pierden el tiempo los que pretenden conocer a estos malhechores a través de las columnas policíacas de la prensa. La impunidad del silencio los protege.

El día que se pueda realizar una investigación en serio sobre el empleo dado a los fondos municipales, serán muy pocos los alcaldes franquistas —si es que hay alguno— que no den con su patriótica humanidad en la cárcel.

Los malagueños tienen un alumbrado (a base de mercurio corregido) que llama la atención de cuantos visitan la ciudad. Algunas de sus calles han sido ornamentadas con nuevos pavimentos y atractivas losas de mármol en sus aceras; además de fuentes en sus plazas e infinidad de jardines. Lo genial de esta labor municipal, está en que no ha sido realizada con los fondos municipales. Los gastos originados fueron pagados, en partes proporcionales, por el comercio y el vecindario de las zonas afectadas.

El servicio de basuras ha sido municipalizado. Cuando se municipaliza un servicio es porque lo exigen los intereses de la comunidad. En este caso, se duda mucho de que el objetivo señalado haya sido éste. El servicio que anteriormente era gratis, ahora ha de ser costado por los usuarios. La cuota establecida se criticó por excesiva y, después de dos meses de polémicas entre el Ayuntamiento y los que osaron protestar, el impuesto primitivo quedó reducido a la mitad.

Son curiosas las conversaciones sostenidas en las tertulias malagueñas. No hace mucho se comentaba que, con motivo de las pasadas lluvias y para evitar futuras inundaciones de las humildes barriadas que lo circundan, se había hecho necesaria la limpieza del arroyo de Los Angeles. Según decían, para los trabajos de limpieza —que habían sido encomendados a un contratista particular— se presupuestaron 400.000 pesetas. Hubo quien dijo que al enterarse de ello en la Confederación Hidrográfica del Sur, no ocultaron su asombro, pues, según afirmaron, por esa cantidad ellos lo hubieran incluso canalizado.

Se decía, también, que el alcalde había percibido sustanciosas comisiones, pagadas por las empresas proveedoras de los materiales empleados en las distintas reformas efectuadas. Incluso se hablaba de una respetable cantidad de millones, lo que justificaba el abandono de un lucrativo bufete.

Para nadie es un secreto que el Ayuntamiento dispone de cuantiosos ingresos, obtenidos con los arbitrios e impuestos con que grava la economía de la ciudad. El encarecimiento de la mayoría de los artículos de primera necesidad, se debe, en gran parte, a las disposiciones draconianas del negociado de arbitrios municipales. Y la gente se pregunta: si todas las obras realizadas por el Ayuntamiento son costeadas por nosotros, soportando impuestos extraordinarios, ¿dónde van a parar las enormes sumas de dinero que entran en las arcas municipales? He ahí una pregunta cuya contestación esperan conseguir los malagueños... algún día.

Abderramán de CORDOBA

La cícuta

Fábula del tiburón y las sardinas

UNA muestra del estado de ánimo de los pueblos hispanoamericanos con respecto a los Estados Unidos, y muy cabal y muy ecuaníme por cierto, la da el ex presidente de Guatemala Juan José Arévalo (que no podrá ser tachado de comunista por los genizaros del Tío Sam) en el prólogo escrito para la edición norteamericana de su libro « Fábula del tiburón y las sardinas » que en octubre pasado publicó la empresa Lyle Stuart, de New York.

Juan José Arévalo, militante de un izquierdismo muy parecido a lo que fué el radical socialismo francés y a lo que fueron Haya de la Torre y el actual presidente argentino don Arturo Frondizi, fué el primer presidente guatemalteco que se atrevió a contrariar los dictados de la United Fruit Company, de la que fueron y son accionistas gran parte de los miembros del Departamento de Estado de los Estados Unidos. Por ello, el prólogo de su libro resulta de lo más ilustrativo con respecto a la lucha entre el « tiburón » (los Estados Unidos), y « las sardinas » (los pueblos subdesarrollados que forman la parte centro y sudamericana). He aquí los párrafos que hemos juzgado más interesantes para ilustrar a nuestros lectores y al público europeo en general:

« No se denuncia en este libro a los Estados Unidos como nación, pues sus destinos están identificados con la democracia contemporánea. Tampoco se culpa al pueblo norteamericano, víctima, como nosotros, de una política imperialista promotora de negocios, multiplicadora de mercados, acumuladora de dinero.

« No fué esa la ideología de

los primeros gobernantes de nuestra nación. Los Estados Unidos nacieron ante el mundo como un conglomerado de hombres que se inspiraban en ideales de libertad individual, de bienestar colectivo y de soberanía nacional. Los valores morales sirvieron como fuerza motora en los días de la Independencia.

« Pero al llegar el siglo XX el Gobierno de la Casa Blanca adoptó otra política. Un genio de las finanzas llamado Rockefeller transfirió al Estado norteamericano su saber, sus sentimientos, sus apetitos. La grandeza de ánimo devino entonces sed de dinero. El Gobierno desciende a promotor de negocios y a protector de ganancias ilícitas. Su ciencia, su nueva ciencia, es la Contabilidad. Su lógica, su instrumento de convicción, los cañones. Los Estados Unidos serían desde entonces una empresa fenicia, una República de cartagineses. Washington y Lincoln lloraban avergonzados en sus tumbas.

« La víctima inmediata fué América Latina. Los habitantes de esta parte del mundo pasamos a ser tratados como braceros internacionales. La explotación plural se dirige con inteligencia, con astucia, con precisión de reloj, con frialdad « científica », con dureza y con una gran altivez. El río de millones corre de Sur a Norte. Los Estados Unidos se enriquecen mientras América Latina no progresa. Y cuando algo o alguien intenta estorbar a los banqueros o a las compañías yanquis, entonces se echa mano de la infantería de marina. Y surgieron Panamá, 1903; Nicaragua, 1909; Méjico y Haití, 1914; Santo Domingo, 1916; etc., etc.

« Junto al aparato militar se ponen en marcha un nuevo sistema de « revoluciones criollas » financiadas por la Casa Blanca o por Wall Street que ya entonces son uno y lo mismo. Y así se llega al atraco a Guatemala en 1954, dirigido por Foster Dulles con visto bueno del presidente.

« Amigos norteamericanos, esta es la historia, la verdadera historia, la breve historia, por cuyos motivos escribí esta « Fábula del tiburón y las sardinas ».

Hasta aquí lo más saliente del prólogo citado.

Y Cuba, y Puerto Rico, y Filipinas en 1898. Y nuestra propia patria desde que el demócrata Truman (el de las bombas atómicas a Nagasaki y a Hiroshima), compró al tirano Franco y a su banda.

« Existe todavía algún hispanoamericano lúcido que niegue lo dicho por Arévalo acerca de la rapiña yanqui en América Española, o algún español honesto que niegue los latrocinios de nuestras colonias en el siglo pasado y el de nuestra libertad en el presente? »

Que a eso equivale la ayuda militar y financiera a Franco de los filibusteros de la democracia y de los negociantes de la libertad.

Como en el caso de Trujillo, como en el caso de Batista, como en el caso de Pérez Jiménez, como en el caso de Somoza, como en el caso de Stressner, como...

V. de la SORNA

IMPRIMERIE SPECIALE
23 - 30, Rue Sainte
MARSEILLE 1^o



Mirador argentino

Reafirmación de fe socialista

SOLAMENTE el que lo sufre, conoce la dureza moral del exilio, que ni remotamente puede compararse a la emigración voluntaria. La diferencia no es fácilmente comprensible por los que se hallan en la última condición, ni tampoco interpretar el orgullo de que hacemos gala los encuadrados en el primer caso. La reacción que se opera en el desterrado político, cuando ve que uno de los suyos cae en la tentación de volver al infierno franco-falangista, sometándose de antemano a sus verdugos, y hasta pensando obtener ventajas, es de profundo desprecio, en lo que a dignidad concierne. Pena, al comprobar que el paso es consecuencia de la terrible y angustiosa dolencia moral llamada « morriña ». Ahora bien, si el pretendido enemigo del régimen tiránico es residente, la cosa cambia de aspecto: « ni fu, ni fa »; ¡allá con su conciencia!

Viene a cuento el preámbulo, para referirnos a nosotros, los socialistas, gentes de carne y hueso al igual que las demás; de corazón y efusiones emotivas, que veneramos la oprimida patria; que deseamos ardientemente bañarnos en su sol y en su aire, en su cielo y en su campiña; que sentimos la dulce nostalgia de sus ríos de plata, en contraste con el impetuoso chocar de las olas en sus bravías costas. Pero, también, conservamos incólume la honradez de principios, el respeto al ideal acariciado que nos impulsa a morir fuera del terruño, si es menester, en salvaguardia del precioso bagaje que nos lanzó mundo adelante, que constituye rico tesoro. Cuesta mucho este esfuerzo mental y físico, hay que confesarlo; pesa extraordinariamente el soportar este calvario, que se cuenta por lustros y décadas. Sin embargo, llorando lágrimas por dentro, seguimos en la brega, dispuestos a luchar hasta el último minuto con las armas de que cada uno disponemos. Resumiendo, estamos protegidos por una coraza impenetrable, infinitamente más poderosa que cualquiera de los artefactos bélicos con que los Estados Mayores militares tratan de infundir pavor al adversario en potencia. Y, naturalmente, conscientes de lo que vale y representa sostenerse en esta postura —firme, inquebrantable— los discípulos de Pablo Iglesias nos sobreponemos a las traiciones de las cancillerías, y hasta nos reímos de « tiros y troyanos », de los falsos demócratas —que se abrazan con el de El Pardo— y de los pseudo líderes del proletariado que —al « dejar hacer » y facilitar el acceso del « Caudillo » a los cónclaves internacionales— en muy poco se diferencian de aquellos que motejan de « imperialistas ».

No importa los golpes que recibamos. Nuestra línea de conducta es inalterable, cual lo demuestra el hecho de que la pírrica victoria obtenida por el « generoralísimo » —un « boomerang » que se volvió contra sí, al provocar la repulsa del orbe entero— logrando que en suelo de Francia fuera suspendida la prensa republicana publicada en castellano, entre la que ocupaba señero lugar « El Socialista », no influyó lo más mínimo en el ánimo colectivo e individual, salvo para robustecer, de ser posible, la disposición a la pelea. En la urbe portefía se manifestó el fenómeno con la movilización de los partidos políticos, los periódicos hablados y escritos, las personalidades nacionales de distintos sectores, los sindicatos obreros, elevando su protesta por el atentado contra hombres que dieron sangre y vida por la liberación de la tierra de la santa trilogía —Libertad, Igualdad, Fraternidad— y que no vacilarían en repetirlo si fuera menester.

Y sin que todavía desaparecieran los efectos de la incalificable acción, el Grupo « Pablo Iglesias » local demuestra que está integrado por elementos a los que no resulta fácil doblegar, pese a claudicaciones, golpes y persecución. Lo ratifica con una reunión de camaradería, llevada a cabo el 23 del actual, para despedir el año 1961. Razón aparente, porque lo fundamental era reiterar que cuantos militamos en la Sección argentina del P.S.O.E. y en la gloriosa U.G.T. permaneceremos en la trincheira mientras los clarines no anuncian la victoria.

« Un acto más? No. Una cena modesta, realizada en los salones del « Centro Republicano Español », con alcances significativos sin publicidad, sin alharacas, nos congregamos más de medio centenar de compañeros —algunos con sus mujeres e hijos— derrochando buen humor, sano contento, temple socialista, con el dorado marco espiritual de la añorada España, a través de canciones que iban de un « fandanguillo » a la galleguísima « Rianxeira ».

En el transcurso de la comida, el secretario general del Grupo pronunció unas palabras. Un discurso breve, rebosante de doctrina, pletórico de apelaciones a la tarea constructiva. Dijo Sandalio Alonso que la principal finalidad del ágape era fortalecer los estrechos vínculos de los allí congregados, en torno al Partido que constituye nuestra razón de ser y piedra angular de la salvación de España, a la que hoy estamos más obligados que nunca. Recordó Alonso que dentro de lo que se denomina « izquierdismo », ni individuos ni instituciones, cualquiera sea su etiqueta, honradamente pueden blasonar de hallarse en la vanguardia, pues el P.S.O.E. no ha cedido jamás, ni cederá, en lo que atañe a fidelidad a los postulados que le dieron existencia. « No nos asustan —añadió— ni barbudos, ni sin barba, cualquiera sea el continente en que actúen. »

Al exaltar la insuperable trayectoria de nuestro partido, el secretario general del Grupo « Pablo Iglesias » recordó que en el seno de aquél no faltaron las discrepancias internas, de forma, y aun de fondo, puestas de manifiesto en asambleas y congresos, sin que —puntualizó el orador— se resquebrajasen las filas, porque ante todo estaba, y está, la ilusión perseguida, el sueño a materializarse, quizá pronto, de que el pueblo español disfrute de los sabios y humanos fundamentos que encierra el Socialismo, con su profunda devoción a la democracia y repudio a las tiranías. Loable enseñanza.

Oración emotiva, henchida de amor a la bandera que nos aglutina. La de Sandalio Alonso, rubricada con cariñosa y entusiasta salva de aplausos.

« V. de la SORNA », seudónimo que usa un poeta y escritor en las columnas del órgano partidario, leyó magistral poema dedicado al « Abuelo », seguido de un Canto a la paz, acogidos calurosamente por los que sabemos hermanar el dolor de la ausencia con lo que mandan convicciones hondamente arraigadas.

Andrés R. BARBEITO

Buenos Aires, diciembre de 1961.



Un libro más

Burnett Bolloten trata

de engañar con "El engaño"

BURNETT Bolloten, un galés que abandonó su nacionalidad inglesa para hacerse norteamericano, ha escrito un libro titulado « El gran engaño » (« The grand camouflagage ») que trata de ser una historia de la guerra española. El hecho de que la edición castellana sea lanzada desde Barcelona y prologada encomiásticamente por el director del Instituto de Estudios Políticos, ya es demasiado significativo sobre su alcance propagandístico. Lo dice todo sobre el autor y su libro. « El gran engaño » es una obra al servicio de la teoría falangista del papel asumido por Franco para contener al comunismo que se había apoderado de España subrepticamente, después de eliminar las personas que le estorbaban. ¡Vaya novedad que nos trae Bolloten!

Este libro es una obra premeditadamente incompleta de la guerra en la zona republicana. El autor dispone de una teoría sobre la actividad del comunismo en España, y todo lo que refuerce esa teoría le sirve a Bolloten. Lo demás, no interesa. Los testimonios, las citas, los recuerdos, todo eso es cierto siempre que sirvan a Bolloten para respaldar su criterio personal sobre el zarpazo comunista. Pero su libro no es una historia imparcial de lo que sucedió en la España leal. Bolloten termina la obra cuando Largo Caballero fué desalojado del Gobierno. ¿No pasó nada después? ¿No tienen interés los importantes sucesos que, posteriormente a la expulsión de Caballero, vinieron a desenmascarar al Partido Comunista? ¿Por qué Bolloten hace caso omiso de lo que sucedió

después? Sencillamente porque no interesa a los fines que persigue con su libro.

Bolloten trata de explicar la forma cómo el Partido Comunista fué apoderándose de los resortes del poder político y militar para dominar toda la zona republicana y ponerla al servicio de Rusia. Es decir, lo que sucedió en Checoslovaquia, en Cuba y en otros países. Todo lo que dice Bolloten de España es verdad. No hay por qué negarlo. Ni hace falta que lo diga Bolloten, ni Franco, ni el archipiélagano de las Indias. Lo hemos dicho nosotros; lo han dicho los cenetistas y los republicanos; y lo han confirmado testigos excepcionales, como son Jesús Hernández, Enrique Castro y Valentín González. ¿Cuál es la novedad que pretende ofrecernos Bolloten? Ninguna. Su libro puede tener algún valor propagandístico, pero como historia es un fracaso. Uno más entre los muchos publicados. Lo que Bolloten se calla como zorro viejo es que el comunismo no dijo la última palabra en la zona republicana.

La técnica literaria de este libro de propaganda es lo más hábil que tiene. Bolloten respalda cada opinión con citas y consultas efectuadas en bibliotecas y entre los exiliados. Son, pues, datos verídicos, aunque interpretados al servicio de los fines que persigue el autor. Este sistema viejo de utilizar citas fragmentariamente para respaldar una afirmación, es una habilidad que ya no engaña a nadie. Un escritor sagaz, o un jurista, o un delincuente, pueden hacer que una opinión aislada contradiga la opinión completa de una

misma persona. Así, por medio de citas y párrafos seleccionados hábilmente, el Papa Pío XII puede aparecer como un extremista revolucionario y Fidel Castro como un fraile trapense. Hitler y Stalin conocían muy bien este sistema capcioso para liquidar a sus enemigos. Bolloten es un aprendiz aventajado.

Este señor se pasó varios años escribiendo cartas y solicitando informes a infinidad de exiliados. Estoy seguro de que casi todos creyeron que iba a escribir una historia favorable a la República. Sus informadores nos sentimos desilusionados y arrebatados, no porque lo que dijimos a Bolloten no se pudiera decir en cualquier parte, que todo fué dicho ya, sino porque ha sido utilizado en un libro antirrepublicano.

Tenga la certeza el señor Bolloten de que los españoles exiliados pueden escribir libros y más libros contra cualquier personaje o partido pero con seguridad no van a solicitar datos a los que luego van a atacar. El sentido más elemental de la caballerosidad y la decencia prohíbe pedir armas a un hombre para atentar contra él. Este concepto

El punto de partida del Socialismo es la educación, es la enseñanza gratuita y obligatoria, es la luz. Tomar los niños y hacer de ellos hombres; tomar los hombres y hacer de ellos ciudadanos inteligentes, honestos, útiles y dichosos. Primeramente, el progreso intelectual y el progreso moral; inmediatamente, el progreso material. Los dos primeros progresos, por sí mismos e irresistiblemente dan lugar al último.

VICTOR HUGO

puede parecerle a Bolloten un poco altisonante y calderoniano, pero forma parte de la ética personal del español bien nacido. Lamentamos que Bolloten no sea español para entender la caballerosidad de esta manera. Pero quién sabe si en los cambios de nacionalidad que suele efectuar, algún día se incline por la española para entender que un mínimo de decencia no le queda mal a ningún hombre. La busca de la verdad tiene un límite. Este límite es aquel que atenta contra el honor y pretende humillar al vencido.

No vale la pena explicar a Bolloten que ciertos hechos no fueron como él cree, a pesar de las abrumadoras citas y párrafos copiados, mucho más interesantes que el propio texto del autor. Se necesita ser un historiador falso para pretender que los hechos de ayer se sucedieran como los vemos hoy. No. La historia debe ser interpretada y analizada de acuerdo con el ambiente, circunstancias y motivos que tuvieron en el mismo momento de producirse los hechos. Un párrafo no es un programa político, ni un comentario periodístico es una declaración reglamentaria.

Lo que Bolloten se calla astutamente al terminar su libro con la expulsión de Largo Caballero del Gobierno, es la reacción posterior del pueblo español. Ahí está el veneno de este sujeto. Esa es la puñalada traperera del libro. Bolloten quiere dar la sensación de que, al finalizar la guerra, el Partido Comunista era dueño total de todos los resortes del país. Las nuevas generaciones que no conocen bien este acontecimiento, pueden pensar que, después de Caballero, la guerra terminó con el triunfo de Franco sobre el comunismo soviético que había conquistado a la España republicana. El pueblo es-

pañol, demócrata y socialista, queda ante la historia como una colectividad sin rebeldía ni aspiraciones de libertad. Esto es una falsedad monstruosa que Bolloten alimenta en su libro. Para eso fué escrito.

El comunismo fué vencido en la propia España republicana sin necesidad de Franco ni de sus ejércitos alemanes e italianos. Fué vencido tardamente, es cierto, pero en forma sangrienta y enérgica que demostró el grado de indignación que había causado la conciencia libre de socialistas cenetistas y republicanos. Las jornadas de marzo de 1939 en las calles de Madrid para romper la mordaza que el Partido Comunista trataba de apretar definitivamente; la disolución de la J.S.U. y la creación de las auténticas Juventudes Socialistas; la huida de los principales jefes comunistas, asustados ante cualquier ajuste de cuentas; la expulsión de Negrín, Alvarez del Vayo, Domínguez y otros de su partido y otros sucesos similares que Bolloten oculta taimadamente, tienen un alto valor simbólico. Estos hechos reivindican al Partido Socialista y al pueblo español de la acusación de Bolloten de haber tolerado al comunismo silencioso y resignadamente. Que esta reivindicación llegara tardamente no le quita nada de grandeza a su rebeldía inicial para liberarse de un comunismo que estaba al servicio de Rusia.

Todo esto lo oculta Bolloten al terminar su libro precipitadamente, dejando truncada así una historia que él convierte en media historia. Por eso, « El gran engaño » es una solemne patraña y el único engañado es el que compre el libro creyendo encontrar algo que valga la pena. ¡Eso sí es un gran engaño!

Antonio ELDA

Recuerdos del tiempo joven

— LXXV —

(Continuación.)

Justo alude a los procedimientos usados en la Reforma y por la Revolución Francesa para expropiar a sus adversarios. Este tema de la manera de hacer la expropiación que debe sufrir la clase capitalista ha sido muy debatido y puesto en caricatura por tratadistas conservadores. Vandervelde, en su libro « El colectivismo », escribió hace años: « Es evidente que si los poderes públicos caen en nuestras manos no intentaremos expropiar a los pequeños propietarios rurales por la amenaza (fuera con indemnización o sin ella), como estaríamos obligados de hacerlo con los grandes propietarios. En lo que concierne a los propietarios se precisa transformar su comercio y su propiedad en asociaciones cooperativas, no por la fuerza, sino por la influencia del ejemplo y con ayuda de los poderes públicos. »

Engels, explicando la interpretación que quiso dar Marx a la concepción materialista de la historia, en 1894 escribió lo que sigue:

« La producción y reproducción de la vida real es en última instancia el elemento determinante de la historia, según la concepción materialista de ésta. Ni Marx ni yo hemos afirmado más que eso. Si alguien desfigura esa proposición diciendo que el elemento económico es el único determinante, la transforma en una frase absurda, abstracta, que no quiere decir nada. La situación económica es la base, pero los elementos diversos de la superestructura —constituciones establecidas por la clase triunfante después de la lucha, formas del derecho y hasta de los reflejos de todos esos combates reales en el cerebro de los que en ellos toman parte, las teorías políticas, jurídicas, filosóficas, las opiniones religiosas, dogmáticas— ejercen también su acción sobre la marcha de las luchas históricas y en muchos casos determinan su forma en primer tér-

mino. En medio de la acción recíproca de todos esos elementos se impone, en definitiva, el factor económico, y al través de la infinidad de elementos causales, es decir, de las cosas y acontecimientos cuya dependencia recíproca es tan remota o difícil de demostrar, que podemos considerarla como no existente y despreciarla. »

Sobre el problema también muy debatido de si debería expropiarse indemnizando o no a los propietarios, Engels escribió lo siguiente:

« De ninguna manera consideramos la indemnización a los propietarios como una imposibilidad, cualesquiera fuesen las circunstancias. ¡Cuántas veces me expresó Carlos Marx la opinión de que si pudiéramos comprar todo el lote sería éste el medio mejor de hacerse con él del modo más económico! »

Admitiendo que se pudiera poner en práctica el sistema de socializar determinadas industrias, Otto Bauer, que fué otro gran teórico del socialismo en Austria, tiene escrito lo siguiente:

« ¿Quién, pues, va a administrar en seguida del triunfo la industria socializada? ¿Es el Gobierno? ¡No! Si el Gobierno administrara todas las industrias sin excepción se volvería demasiado poderoso frente al pueblo y la representación nacional. »

Y confirmando este juicio, en el que está reflejado el régimen comunista, Carlos Kautsky en el prólogo al folleto « Proceso de los socialistas revolucionarios en Moscú », escribió:

« Los socialistas que buscan combatir una concepción socialista diferente de la suya por medio de las bayonetas, ametralladoras, policía, y hasta el presidio, causan un gran perjuicio tanto al proletariado como a la idea de la lucha de clases. »

« Creemos que esta transformación sólo podrá ser obtenida por la acción nacional e internacional de los trabajadores agrupados en partidos de clase para su propia liberación. Creemos que la mutación revolucionaria del sistema social está condicionada a la conquista del poder político por los trabajadores organizados en partido de clase. La conquista del poder no es un fin en sí mismo; es la condición previa e indispensable de la transformación revolucionaria. »

La paternidad de este texto corresponde a León Blum, quien también ha escrito lo que sigue:

« Dar a cada individuo su adecuado y exacto lugar en una sociedad colectiva; dar a cada nación su verdadero y adecuado lugar en la comunidad internacional, en la cual no sólo la independencia, sino la originalidad de cada pueblo sea respetada; eso es el socialismo. »

León Blum puso prólogo a un libro que llamó mucho la atención cuando en 1941 fué publicado en los Estados Unidos, « Managerial revolution », de James Burnham, traducido al francés en 1947 con el título « L'Ere des organisateurs ». Aunque los años transcurridos han dejado en su verdadero lugar las afirmaciones un tanto atrevidas de Burnham, el libro conserva interés para los estudiosos, por lo mismo que en él se encuentran ejemplos y razonamientos dignos de ser examinados a la luz de la experiencia después de su aparición. Fiel a nuestro método de reproducir textos que faciliten confrontaciones individuales, a continuación damos la definición que Burnham hace de su propio libro:

« El problema objeto de este libro es el siguiente: teniendo en cuenta la definición de una revolución social que acabo de exponer, entro a suponer, no sin pruebas en apoyo de esta afirmación, que el período actual es, de hecho, un período de revolución social, de transición entre dos tipos de sociedad. Partiendo de esta base, presentaré una teoría que denomino « teoría de la revolución directorial », que per-

mite explicar a la vez esta transición y predecir el tipo de sociedad que conducirá a ella. La exposición de esta teoría forma el único objeto de este libro... La teoría de la revolución directorial predice que la sociedad capitalista será reemplazada por la « sociedad directorial »; que, de hecho, la transición entre la sociedad capitalista y la sociedad directorial está en tren de efectuarse. »

Hasta aquí Burnham, autor de otro libro, « Pour la domination mondiale », en el que no aborda temas sociales, pero en el cual se lanza también por caminos demasiado escabrosos en los que le acompañó momentáneamente el éxito de propaganda de librería, sin que la realidad haya confirmado hasta ahora las tóxicas predicciones de este autor, un norteamericano cien por cien, de vuelta del trotskismo, formado en las aulas universitarias y sin el debido control sobre el movimiento obrero internacional. Afiliado en 1933 a la IV Internacional, rompió con Trotsky en 1940, después de una ardiente polémica con el revolucionario ruso. « La razón fundamental de mi ruptura —dice Burnham— es que había llegado a la conclusión del carácter erróneo del marxismo, ya que su puesta en práctica no conduciría a un socialismo democrático, sino a otra forma de totalitarismo despótico. »

Dejemos ahí clavada la explicación que Burnham da, bastante vulnerable, porque su coincidencia durante varios años con el trotskismo no es una garantía de su pasión por un socialismo democrático, porque al romper con esa tendencia se inclina en favor de la dominación de otro despotismo, pero sin democracia igualmente. Pero oigamos a León Blum, autor del prólogo, tanto o más interesante que el libro en cuestión:

« No solamente Mr. James Burnham no tiene al socialismo por el sucesor necesario del capitalismo, sino que afirma que en el presente estado de cosas, según el conjunto de indicios adquiridos, la sustitución del capitalismo por el socialismo di-

funto debe ser descartada como una hipótesis improbable. Va más lejos aún. Afirma que el análisis de los detalles actuales permite discernir los caracteres de ese sucesor probable del capitalismo, que no será el socialismo... y que será precisamente lo que denomina régimen directorial. Tal es el pensamiento principal de su libro, y ahí está condensada la audacia original que contiene... ¿Cómo no nos sentiríamos ansiosos de conocer nuestro destino? ¿Qué es la revolución directorial? ¿Qué será el régimen directorial? Tal vez aquí es donde Mr. James Burnham está llamado a desilusionar un poco al lector cuya curiosidad ha excitado sabiamente... Así, a medida que la evolución económica continúe, los directores se constituirán en clase, con una consciencia de clase, de interés de clase, de privilegios de clase. El día en que el sistema capitalista se extinga —porque, no lo olvidemos nunca, Mr. James Burnham tiene por inevitable su hundimiento—, la propiedad privada de los medios de producción será suprimida, los propietarios, accionistas, financieros, gerentes comerciales desaparecerán. Pero la clase de los directores, que no son propietarios, esa clase subsistirá. Su poder no sólo no será anulado, sino que se encontrará indefinidamente extendido, porque no estará limitado por la propiedad capitalista ni por la del Estado capitalista, y la dirección de la producción estará confundida con la dirección de la sociedad. Los directores serán una clase homogénea, dueña de fijar por sí misma y a su discreción los procedimientos de selección que aseguren su continuidad, dueña de acrecentar sin cesar los descuentos privilegiados que opere sobre la producción global. La revolución será cosa hecha, pero la revolución directorial en vez de la revolución social, y en lo referente a la inmensa masa de proletarios, que no habrán hecho sino cambiar de amos y de explotadores, será una revolución para nada. »

Andrés SABORIT

(Continuará)

On a interdit EL SOCIALISTA, nous vous rendons LE SOCIALISTE. Nous voulons simplement, en frères, vous rendre un peu des moyens que l'on vient honteusement de vous ravir.

Georges BRUTELLE,
Secrétaire général adjoint
de la S. F. I. O.

LE SOCIALISTE

HEBDOMADAIRE

Se ha prohibido EL SOCIALISTA; nosotros os devolvemos LE SOCIALISTE. Queremos sencillamente restituirlos, como hermanos, algo al menos de los medios que tan vergonzosamente os acaban de quitar.

Georges BRUTELLE,
Secretario General Adjunto
de la S. F. I. O.

Anna-Marie Renger, diputada socialista del Bundestag y miembro de la Asamblea del Consejo de Europa, ha redactado un Informe sobre "La situación política en España"

La situation économique

Même après les mesures de stabilisation proposées par l'O.E.C.E., la situation économique et sociale de l'Espagne reste celle d'un pays sous-développé. D'après le rapport publié par l'O.E.C.E. en août 1960, une tendance plus positive semble se manifester sans toutefois s'étendre déjà aux grandes masses. Il est douteux que l'on puisse parvenir à réaliser la démocratisation au moyen de mesures économiques si la structure sociale actuelle et le régime de la propriété son maintenus.

Au cours de la période 1950-57, le taux annuel d'expansion de l'industrie a été d'environ 8 %. Le taux de développement a été inférieur dans les industries textiles et alimentaires. L'expansion a été particulièrement importante dans les industries de base, surtout en ce qui concerne la production du fer et de l'acier, la production de matériaux de construction, le raffinage du pétrole et la production d'électricité. Un développement rapide de nouvelles formes de production a été enregistré.

L'augmentation rapide de la production de la plupart des industries de consommation n'a pas été possible par suite de l'absence d'une infrastructure économique adéquate, l'infrastructure actuelle n'ayant pu s'adapter au rythme du développement. Les transports et les communications ne se sont pas développés au même rythme que l'industrie. En dépit d'un accroissement rapide, la production d'acier et d'énergie électrique a été insuffisante et a freiné l'ensemble de la production. Les progrès insuffisants de l'agriculture ont encore aggravé le problème de l'inflation et diminué les revenus de l'exportation qui avaient déjà été affectés par la diminution de la production minière. L'augmentation des réserves monétaires a été négligeable et l'approvisionnement en machines et en matières premières s'est heurté à certaines difficultés.

Le principal obstacle rencontré par l'économie espagnole est le bas niveau de l'épargne et de l'investissement des capitaux qui n'a pu être pallié depuis 1954, qu'au prix d'une inflation qui, outre ses effets habituels, a dirigé une partie des capitaux dans une fausse direction. Cette situation a provoqué une demande constante dans tous les secteurs de la production, les prêts de capitaux ont atteint des taux très bas et des profits considérables ont été acquis sans qu'aucun compte ne soit tenu de la rentabilité économique de la production.

D'après le recensement de 1950, près de la moitié de la population active était employée dans l'agriculture ou dans des branches similaires, un tiers dans l'industrie, dans les transports ou dans les communications, et le reste dans les secteurs du commerce, de l'administration ou des services publics. Au cours des dernières années, le nombre des personnes employées dans des secteurs autres que celui de l'agriculture s'est élevé de 15 à 20 %.

Sur les 5 millions de personnes employées dans l'agriculture, 1,3 millions étaient des salariés. La stabilité apparente de l'emploi dans ce secteur cache un chômage saisonnier aussi bien qu'un sous-emploi exceptionnel chez les petits agriculteurs. En Espagne, 70 à 75 % des entreprises agricoles comprennent moins de 5 hectares et constituent de 20 à

NUESTRA compañera Anna-Marie Renger, diputada socialista del Bundestag y miembro de la Asamblea del Consejo de Europa, es Ponente en la « Comisión de Naciones no representadas » del estudio que acerca de « La situación política en España » está confeccionando dicha Comisión. Como se recordará la Comisión invitó en su día a diferentes personas para que informaran de la situación actual de España. Entre los invitados figuraron Madariaga, Pascual Tomás y Rodolfo Llopis. También invitaron al periodista Raymond Cartier, seguramente por ser autor de un libro titulado « Les 19 Europees », en el que hay un capítulo dedicado a España. Por cierto, que en ese capítulo, Cartier escribe tranquilamente « que les Basques, ultra-catholiques, ont fait la guerre civile aux côtés des Rouges qui mettaient à leur boutonnière des oreilles de curé ». Después de esa afirmación que no sabemos quién se la habrá proporcionado abusando de su credulidad, no estará de más ilustrar a nuestros lectores con lo que sigue, que también figura en dicho capítulo: « L'exaltitude catholique de Franco est cependant minutieuse. Chaque soir, avant de se retirer pour la nuit, le Caudillo et

sa femme s'agenouillent et disent dévotement leur chapelet. Franco y ajoute la prière suivante: « Seigneur, qui m'avez confié l'Espagne, ne me retirez pas la grâce de vous la rendre pleinement catholique ». Avant de s'endormir — ce qui advient vers deux heures du matin — il lit soit des papiers officiels, soit un livre de piété. La main de sainte Thérèse d'Avila repose sur la table de nuit, dans un reliquaire d'argent. Elle fut volée par un « rouge », mais reconquise et confiée à Franco qui, pendant toute la guerre civile, trouva auprès d'elle ses inspirations militaires et lui fit hommage de ses victoires. Elle est restée son objet spécial de dévotion. La main de la plus mystique des saintes espagnoles n'a pas cessé de guider l'homme positif et prédestiné. »

Pero dejemos a Cartier con sus revelaciones sensacionales y volvamos al Informe de nuestra compañera Anna-Marie Renger. No pudiendo publicarlo íntegramente, ofrecemos a nuestros lectores el final del mismo: la parte que trata de la situación económica de España, el resumen y las recomendaciones.

25 % de toute la superficie agricole (37 % des agriculteurs contribuables détiennent 3 % de la superficie imposée, alors que 2 % de gros propriétaires détiennent 50 % de la surface imposée). D'après les estimations dont on dispose, les travailleurs agricoles en surnombre représentent environ 2 millions.

La création annuelle de 120.000 emplois nouveaux dans l'industrie et dans les services publics au cours de la période 1950-57 et une émigration annuelle d'environ 80.000 individus ont entraîné une amélioration du marché du travail dans tous les secteurs, à l'exception de l'agriculture. Au cours du premier semestre de 1958, le nombre des chômeurs (chiffre officiel) était de 85.000 (rapport de l'O.E.C.E., 1958).

Le revenu par habitant est d'environ 350 dollars par an; mais ce chiffre est trompeur, car une petite classe privilégiée dispose d'une part exorbitante du revenu global. Au cours des années 1954 et 1955, aucun changement n'est pratiquement intervenu dans le niveau des salaires et des autres revenus. Ceux-ci sont restés à la traîne des prix jusqu'à la fin de l'année 1956, date à laquelle des augmentations de salaires considérables furent accordées, allant jusqu'à atteindre 50 % pour les salaires proprement dits et 35 % si l'on tient compte des profits indirects. Bien que les prix aient augmenté dans une proportion considérable depuis lors, aucune augmentation générale des salaires n'est intervenue, mais en fait des augmentations d'importance variable ont été accordées dans différents secteurs de l'industrie et des entreprises. Entre les qua-

tre derniers mois de 1956 et le dernier quart de l'année 1958, les prix des produits de consommation ont augmenté de 27 % et ceux des denrées alimentaires de 31 % (rapport annuel de l'O.E.C.E., 1958).

Telle était la situation en juillet 1959, lorsque l'O.E.C.E. présente son programme de stabilisation destiné à éviter l'infla-

dial et auxquels l'autarcie offrait des possibilités insoupçonnées.

D'autre part, la reconversion de l'économie exerça tout d'abord une influence négative sur la production, qui a baissé de 50 % dans certains secteurs. Avant la reconversion, 88 % des entreprises industrielles payaient 60 % des salaires, avec suppression des primes. En revanche, les dividendes se sont maintenus à leur niveau antérieur et certains ont même été augmentés.

C'est surtout la classe ouvrière qui a supporté les conséquences de la reconversion économique. Alors que l'ouvrier espagnol devait travailler jusqu'à 10 à 14 heures chez un ou plusieurs employeurs pour pouvoir améliorer son salaire de base en effectuant des heures ou des travaux supplémentaires, les licenciements en masse et les fermetures d'entreprises ont supprimé le système de primes et d'heures supplémentaires, de sorte que l'ouvrier espagnol a perdu jusqu'à 50 % de son revenu. Sur 750.000 ouvriers employés dans la métallurgie, 22.000 ont été licenciés et 187.000 (25 %) travaillé comme manœuvres, faute de pouvoir trouver un emploi leur convenant. 390.000 ouvriers travaillent à temps réduit et ne touchent donc plus de primes et 150.000 (20 %) seulement gagnent autant qu'auparavant. Il est admis que 2 millions d'ouvriers espagnols, soit 1/4 des travailleurs de l'industrie et du commerce, gagnent actuellement de 25 à 30 % de moins qu'auparavant (rapport de la C.I.S.L.).

Le nombre des chômeurs officiellement inscrits a passé de 82.000 durant le premier trimes-



Anna-Marie Renger

tion, à stabiliser les prix et à intégrer progressivement l'Espagne dans l'économie mondiale.

Le Programme de stabilisation recommandait des mesures qui avaient d'une part pour effet de mettre le régime en conflit avec ceux qui s'étaient fortement enrichis au cours des 20 dernières années et qui avaient pu faire des affaires sans se soucier de la concurrence du commerce mon-

Recommandation

Il convient d'inviter l'O.C.D.E. à proposer dans sa recommandation que la situation économique et sociale des travailleurs espagnols fasse l'objet d'un examen plus attentif.

Il convient d'inviter l'O.I.T. à mener une enquête sur la situation des travailleurs espagnols.

Il est recommandé au Conseil de l'Europe de demander à la Commission Internationale des Juristes d'examiner la situation des détenus politiques en Espagne.

Il est recommandé au Conseil de l'Europe de prendre des mesures en vue d'évaluer la possibilité d'organiser dans les pays membres des émissions radiophoniques en langue espagnole

tre de 1958 à 112.000 pour le premier trimestre de l'année l'année 1960 ; ces chiffres ne donnent cependant pas une idée exacte de la situation, le marché du travail s'étant considérablement rétréci par suite de la diminution de la semaine de travail et de la suppression des primes (voir également le rapport de l'O.E.C.E., paragraphe 26).

D'après le rapport publié par l'O.E.C.E. en août 1960, le prix des denrées alimentaires et le coût de la vie a augmenté d'environ 2 % entre juillet 1959 et mars 1960. « Malgré une forte dévaluation de la peseta et un assouplissement sensible des contrôles, la hausse des prix a été très lente et très limitée, n'excédant pas 2 % pour les prix de gros et le coût de la vie dans la période juillet 1959-mars 1960. »

La Confédération internationale des syndicats libres et la Confédération internationale des syndicats chrétiens ont cependant estimé que cette augmentation était plus importante; c'est pourquoi elles ont chargé l'O.I.T. de mener une enquête sur la situation des travailleurs espagnols.

La situation est rendue encore plus précaire par le fait qu'il n'existe pas d'assurance adéquate contre le chômage. Le paragraphe 27 du rapport publié en août 1960 par l'O.E.C.E., précise : « Un premier pas vers l'introduction d'un système satisfaisant d'allocation de chômage a été fait avec le décret du 26 novembre 1959, qui accorde aux ouvriers licenciés une allocation égale aux trois quarts du salaire de base et des allocations familiales qu'ils recevaient. Les dépenses correspondantes sont financées par une contribution des entreprises égale à 0,5 % de la masse des salaires qu'elles versent. Ce nouveau système a commencé à être appliqué le 1er février 1960 aux travailleurs licenciés postérieurement à cette date ; fin mai 1960, environ 10.000 chômeurs (sur un total d'environ 104.000) en bénéficiaient. »

Seuls les travailleurs licenciés pour manque de travail bénéficient de ce système d'allocations de chômage. Il leur est alors versée une somme égale à 75 % du salaire annuel moyen pendant une durée de 26 semaines ; mais en réalité, cette somme ne représente qu'environ 35 % du revenu annuel moyen, le travailleur n'étant pas en mesure de vivre de son seul salaire de base et ne gagnant chichement sa vie qu'en effectuant des travaux ou des heures supplémentaires, en percevant des primes, etc.

En outre, ces secours ne sont pas accordés aux travailleurs dits occasionnels. Un travailleur peut être employé en qualité d'occasionnel aussi longtemps que le désire son employeur. Il est employé pendant une durée de 6 mois, durée après laquelle son contrat de travail est prolongé, de sorte que certains « travailleurs occasionnels » ont été employés à titre temporaire pendant une durée de 4 à 5 années sans avoir, par conséquent, droit à l'allocation de chômage.

Face à cette situation économique, le travailleur espagnol est seul. Il n'a pas de représentants librement élus. Les travailleurs et les employeurs groupés au sein du Syndicat d'Etat sont placés sous l'autorité de la Phalange, seul parti politique autorisé. Les fonctionnaires des syndicats ne sont pas élus par les travailleurs, mais désignés par la Phalange. Les salaires, la durée du travail, les primes et l'ensemble du système de sécurité sociale sont fixés par le Gouverne-

(Pasa a la tercera pág.)